

*l'Anti*capitaliste

N°137 | JUILLET-AOÛT 2022 | 4,5 €

la revue mensuelle du **NPA**



DÉBATS POUR CONSTRUIRE UNE GAUCHE DE COMBAT



LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES DANS LES ORGANISATIONS SE RÉCLAMANT DU FÉMINISME



DÉSORDRE MONDIAL ET CRISE ÉCONOMIQUE



LUTTES SYNDICALES ET CAPITALISME DU DÉSASTRE AU ROYAUME-UNI

Sommaire

ÉDITORIAL

Hélène Marra Macron Bis et sa République autoritaire **P3**

PREMIER PLAN

Henri Wilno Désordre mondial et crise économique **P4**

Norbert Nusbaum Une situation sociale fortement instable **P7**

Commission nationale d'intervention féministe

Les violences sexistes et sexuelles dans les organisations se réclamant du féminisme : état des lieux et perspectives **P9**

INTERNATIONAL

Thierry Labica Luites syndicales et capitalisme du désastre au Royaume-Uni **P13**

Eyüp Özer Erdogan en guerre sur tous les fronts **P16**

DOSSIER

Antoine Larrache Débats pour construire une gauche de combat **P18**

Sandra Cormier, pour la majorité du NPA Unifier notre classe et construire une force indépendante pour la rupture avec le capitalisme **P18**

Raphaël Preston, pour la Fraction l'Étincelle du NPA Pour une extrême gauche de combat ! **P20**

Rejoignons-nous Construire ensemble une nouvelle organisation politique **P22**

Francis Sitel, pour Ensemble ! Face à un changement majeur de la situation politique **P24**

Autogestion et émancipation, courant d'Ensemble !

La gauche alternative doit devenir une force politique ! **P25**

Secrétariat de la Gauche écosocialiste Faisons blocs **P27**

Pour une écologie populaire et sociale Construire la Confédération de l'écologie sociale, fédérer les anticapitalistes dans une Maison Commune **P29**

Union communiste libertaire Face au capitalisme : néoréformisme ou révolution ? **P31**

Alex Merlo Podemos : parti des luttes ou opération populiste par en haut ? **P33**

RÉPONSE

Henri Wilno Gérard Filoche, marchand d'illusions **P35**

FOCUS

Against the current Le coup d'État de la droite à la Cour suprême **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site *L'Anticapitaliste* : <https://lanticapitaliste.org/presse/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Illustration de Une : Meeting-débat du NPA pour la construction d'une gauche de combat, avec Aurélie Trouvé, Danielle Simonnet, Philippe Poutou et Samir Elyes. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas



Marche des fiertés parisienne 2022. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas



S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6mois 22euros	1an 44euros
Revue + Hebdo	6mois 50euros	1an 100euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6mois 18euros	1an 36euros
Revue + Hebdo	6mois 38euros	1an 76euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail : <http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <https://lanticapitaliste.org/abonnement>

Tarif standard	
Revue + Hebdo	25euros par trimestre
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires	
Revue + Hebdo	19euros par trimestre

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction :

Yohann Emmanuel, Antoine Larrache, Robert Pelletier, Laurent Ripart, Julien Salingue, Hélène Marra, Thierry Labica, Lucien Sanchez, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction : contact-revue@npa2009.org

Directeur de la publication :

Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :

Antoine Larrache

Diffusion :

01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration :

01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire :

0519 P 11509

Numéro ISSN :

2269-370X

Société éditrice :

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage :

3 000 exemplaires

Maquette et impression :

Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

Macron Bis et sa République autoritaire

PAR HÉLÈNE MARRA

Emmanuel Macron ne craint guère les débats parlementaires : il est résolu à réaliser son programme antisocial avec l'appui de la droite ou, pire, de l'extrême droite.

Les grands discours d'Élisabeth Borne évoquant « l'ère des forces qui bâtissent ensemble » resteront lettre morte. Après avoir fait barrage à la NUPES au prix d'une percée historique de l'extrême droite et avoir encouragé les amalgames entre ce qu'il appelle les « deux extrêmes », le Président mal élu avance déterminé, tout en faisant du pied à sa droite.

Le premier dossier est celui sur le pouvoir d'achat. Thématique force du RN en période électorale, il constitue une excellente occasion pour faire semblant de faire du social sans faire bouger d'un millimètre les relations capital-travail. Mettre l'accent sur le pouvoir d'achat aux frais de l'État et de la Sécurité sociale tout en continuant à démanteler les services publics, c'est faire du marché le cadre indépassable où se prennent les décisions de consommation et de production dans un contexte où celles-ci deviennent de plus en plus problématiques pour la survie de la planète. Il est fort probable que Les Républicains se rangeront derrière le président pour lui fournir une majorité. Sinon, Macron pourra toujours jouer la carte du RN.

La focalisation autour du pouvoir d'achat permet d'esquiver les vrais conflits, ceux autour des salaires, des conditions de travail déplorables ainsi que des retraites. Le paquet de mesures autour du pouvoir d'achat permet un déploiement de la doctrine de la prime chère à Macron. Les députés LFI estiment que ce genre de primes « façonnent le déficit artificiel des comptes de la Sécurité sociale » puisque la rémunération est nette et « ferme tout droit social » et annoncent une opposition ferme à cette réforme.

LES TENSIONS À VENIR

La vie à l'Assemblée ne va pas être facile pour le camp macroniste : mardi 12 juillet, LR, le RN, LFI, EELV et le PCF – les socialistes se sont abstenus – ont sonné le glas du pass sanitaire aux frontières. Cette opposition large a dû inquiéter la majorité relative qui comptait sur le soutien de LR.

L'entrée en scène de certainEs éluEs qui ont participé à des luttes, comme Rachel Kéké, pourrait contribuer à une dynamique à l'extérieur des institutions pouvant aggraver ou accélérer la crise politique et aider les mobilisations. Nous n'avons aucune confiance dans les habits neufs de la radicalité revêtus par certains Verts ou la gauche molle d'Olivier Faure, mais l'espoir dans la perspective d'une (re)construction d'une gauche de combat pouvant déborder et dépasser

le réformisme de la Nupes est d'actualité.

Il faudra agir, se défendre face aux attaques de la Macronie et de ses alliés potentiels. Les luttes ont d'ailleurs déjà démarré et concernent plusieurs secteurs (transports, énergies, hôpital...). Mais tout reste encore à faire.

LES PROCHAINES ATTAQUES

Le programme du président de la République reste inchangé. Le 14 juillet, il a annoncé une réforme du droit du travail, il a rappelé son intention de réformer l'assurance-chômage, de conditionner le revenu de solidarité active (RSA) à une activité contrainte ; il a en outre évoqué l'emploi des seniors et le renforcement de l'apprentissage et des lycées professionnels. Macron reprend aussi son cheval de bataille, la réforme des retraites.

La République autoritaire de Macron exhibe et renforce les armements auxquels le gouvernement consacre un budget croissant. Il va persévérer dans l'inaction climatique et dans le démantèlement progressif des services publics.

Pour cela, il n'aura d'autres choix que de s'appuyer sur les forces de la droite conservatrice et de l'extrême droite. Mais jusqu'où se déplacer pour garder le système économique en place ? Quelle forme peut prendre aujourd'hui la menace fasciste ? La conjoncture est inquiétante car la crise chronique du capitalisme pourrait rendre le terrain propice à l'instauration d'un État autoritaire. La bourgeoisie peut constituer un bloc et dépasser ses divergences pour garder sa domination sur le camp des exploités. Cela ne peut se produire que dans un contexte où les organisations de la classe ouvrière sont relativement faibles, embourbées dans le « dialogue social » pourtant délégitimé. La composante néofasciste permettrait alors également de s'attaquer directement aux secteurs du mouvement ouvrier.

L'autre point d'interrogation concerne la stratégie du RN. Si sa matrice néofasciste n'est pas en discussion, celui-ci pourrait vouloir s'engager dans un processus d'institutionnalisation comme ce fut déjà le cas du Mouvement social italien et de son modèle, bien que peu crédible, d'intégration dans la Deuxième République en tant que droite nationale anti-communiste. Si de nombreuses questions restent pour l'instant sans réponses, elles nous permettent de mieux apprécier la complexité de la situation actuelle ainsi que l'urgence de s'organiser, de s'unir et d'amplifier les luttes partout où elles pourront être menées. □

Désordre mondial et crise économique

PAR HENRI WILNO

La guerre menée par la Russie en Ukraine est clairement une guerre de brigandage impérialiste mais elle renvoie fondamentalement au désordre du monde capitaliste.

L'inflation ronge les ressources des pauvres et des salariés. Le FMI prévient les gouvernements qu'elle pourrait « enflammer les tensions sociales » mais ceux qui détiennent le pouvoir n'ont d'autre politique que de servir le capital et, pour les grandes puissances, de tirer le meilleur parti du désordre mondial.

Depuis la crise de 2008-2009, les banques centrales, au nom de la lutte contre un risque supposé de déflation (baisse des prix alimentant une spirale récessive de l'économie) ont combattu les tendances récessives de l'économie par des taux d'intérêt bas et des rachats massifs de titres apportant ainsi une aide décisive aux banques tandis que les profits des entreprises se redressaient. Dans le même temps, les économistes découvraient un peu effarés que les nouvelles technologies de l'information persistaient à ne pas générer d'accélération des gains de productivité ; le paradoxe de Solow énoncé en 1987 (« *On voit des ordinateurs partout, sauf dans les statistiques de productivité* ») n'était pas démenti et une nouvelle expression apparaissait pour caractériser la situation : la « stagnation séculaire ». Dans le même temps, le renforcement de l'économie chinoise et la volonté américaine de conserver sa prédominance sur le reste du monde faisaient

naître de nouvelles tensions.

Ensuite vint le coronavirus qui mis quelque temps en panne certains secteurs économiques et, surtout, désorganisa les échanges internationaux. Les largesses monétaires persistent tandis que les États distribuaient des centaines de milliards d'aides et de crédits aux entreprises mettant en quelque sorte le capitalisme sous perfusion.

L'ACCÉLÉRATION DES DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES

À la fin de l'année 2021, les dirigeants politiques et économiques nageaient presque dans le bonheur : la pandémie semblait en voie de résorption et les principales économies paraissaient en passe de rattraper les pertes de croissance qu'elle avait provoquées tandis que les grandes entreprises affichaient des résultats

records. Certes, il y avait quelques éléments d'incertitude : la hausse des prix entretenue par la spéculation sur les produits primaires (énergie, matières premières, céréales...) et les difficultés de certains secteurs à s'approvisionner en composants nécessaires à la production. Tout cela était considéré comme transitoire et largement attribué à la rapidité de la reprise de l'économie.

Or, il s'avère maintenant que les problèmes n'ont fait que s'approfondir. L'invasion russe de l'Ukraine s'y est surajoutée mais est loin d'être le seul facteur explicatif de la situation. En avril dernier, le Fonds monétaire international (FMI) sonnait l'alarme en annonçant un « cocktail explosif » mélangeant faible croissance et inflation ce qui ressuscite le terme « stagflation » utilisé pour caractériser la situation des années 1970.

Le FMI a alors ramené à 3,6 %



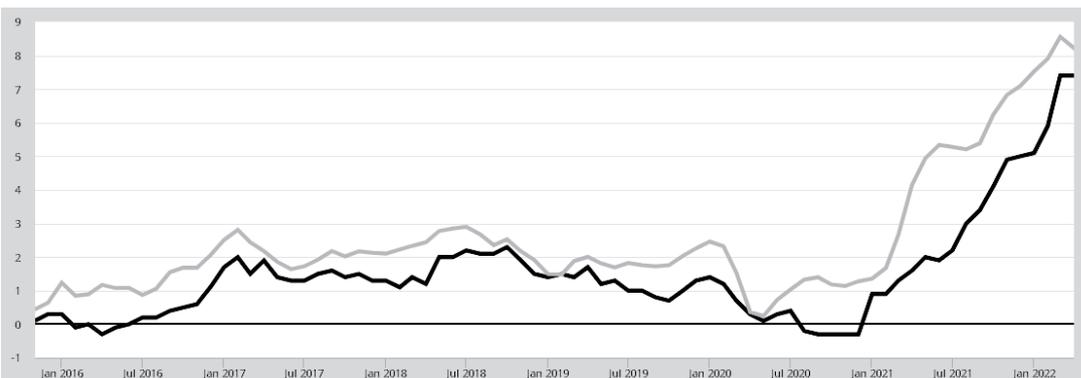
la hausse du produit intérieur brut (PIB) mondial cette année (contre 4,4 % lors de ses prévisions du début d'année et 4,9 % à l'automne dernier). Mais depuis, la situation s'est dégradée : à la mi-juillet le Fonds vient d'annoncer qu'il allait réviser cette prévision, à la baisse pour la croissance et à la hausse pour l'inflation. Il en est de même dans l'Union

européenne où la Commission de Bruxelles ne prévoit plus désormais qu'une croissance de 2,7 % en 2022 et de seulement 1,5 % de croissance, contre 2,3 % anticipés en mai – et déjà, alors, revue à la baisse.

Les économies de l'Ukraine (dont la production plongerait d'au moins 35 % et où la pauvreté explose) et, dans une nettement moindre mesure de la Russie (en raison des sanctions), vont le plus souffrir de la guerre mais, en fait des répercussions vont, à des degrés divers, se faire sentir sur l'ensemble de l'économie mondiale et d'abord sur de nombreux pays pauvres. Quant à la Chine, ce sont le rebond de la pandémie et les strictes mesures de confinements locaux qui pèsent sur la croissance. La situation des États-Unis (qui cherchent à tirer un parti maximum de la guerre en Ukraine tant sur le plan militaire qu'économique) est incertaine mais certains signes sont négatifs. Plusieurs secteurs ont ainsi annoncé des licenciements ces dernières semaines y compris dans la tech : Tesla va ainsi se séparer de 10 % de ses salariés dans les trois prochains mois, tout en augmentant le nombre d'intérimaires. Plusieurs analystes annoncent une récession aux USA pour cette année ou l'année prochaine. Cependant les risques de récession sont jugés plus élevés en Europe du fait des menaces pesant sur l'approvisionnement en gaz.

LA BASCULE DANS LA CRISE ET LES INCERTITUDES

Les banques centrales sont donc prises dans une contradiction : elles ont décidé de sortir des politiques d'« argent facile » (pour les banques) et d'augmenter les taux d'intérêt pour calmer l'inflation. Pour l'instant, elles se



Inflation des prix à la consommation dans la Zone euro (courbe foncée) et aux États-Unis (courbe claire).

tiennent à cette orientation, tant aux États-Unis qu'en Europe. Mais cela ne peut que renforcer les tendances récessives et accroître les difficultés des pays pauvres que les capitaux vont quitter pour les États-Unis. Dans la zone euro s'ajoute un embarras supplémentaire : le risque que s'accroissent à nouveau les écarts entre les taux que les marchés exigent pour souscrire aux emprunts des différents pays. La Grèce et l'Italie seraient les premiers pays fragilisés par une augmentation de l'écart de taux d'intérêt à long terme avec l'Allemagne, considérée comme le pays le plus solide. Cette situation est un des facteurs de la baisse actuelle de l'euro face au dollar qui, à la fois, augmente le prix des produits importés (et donc alimente l'inflation) et favorise les exportations dans la zone euro (leur prix en dollars baisse).

La plus grande incertitude règne donc, elle se répercute sur des marchés financiers qui font du yo-yo au jour le jour mais surtout, le désordre capitaliste risque, outre la guerre, de précipiter le monde dans une nouvelle crise économique qui, comme d'habitude, pèsera avant tout sur « ceux d'en bas ». En seulement trois mois, quelque 71 millions de personnes supplémentaires dans le monde ont basculé dans la pauvreté, selon un rapport récent du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud). Les perturbations économiques renforcées par la guerre en Ukraine ont pour conséquence une nouvelle augmentation des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, déjà en hausse après la première année de la pandémie. Sur les douze derniers mois, le prix du blé a grimpé de 64 %. La crise du Covid a augmenté les dettes publiques des pays dits émergents de 52 % en moyenne entre 2015 et 2019 à 67 % du

PIB en 2021. Dans une note remise au G20, le FMI prévient que cette inflation pourrait, comme on l'a déjà cité ci-dessus, « enflammer les tensions sociales » au sein des pays touchés. Le Sri Lanka (où le président vient d'être renversé par un mouvement populaire) et l'Équateur (qui a connu dix jours d'émeutes, la population exigeant une baisse du prix du carburant) peuvent en être des signes annonciateurs.

SE DÉFENDRE CONTRE L'INFLATION

Une vague d'inflation parcourt l'ensemble du monde capitaliste. Il existe, parmi les économistes, diverses explications de l'inflation : par la demande, par les coûts, etc. Certains mettant en cause l'émission trop importante de monnaie par la banque centrale ou les banques. Il y aurait certainement une analyse à faire des désordres du capitalisme depuis la crise de 2008-2009 auxquels se sont ajoutés ceux causés par la pandémie de coronavirus, la volonté de certains producteurs de pétrole et de gaz de faire monter les cours, la situation de l'économie chinoise et l'impact de l'agression russe contre l'Ukraine. Cela sans parler de la spéculation sur les marchés des matières premières qui amplifie l'impact des variations de prix liées aux variations de la production et aux problèmes d'approvisionnement. Mais, en définitive, pour les patrons d'un côté et les salariés de l'autre, la question est : qui va supporter la hausse des prix, les revenus du capital ou les revenus du travail ?

Selon l'INSEE, les prix du mois de juin se sont établis à 5,8 % au-dessus du niveau de l'année dernière.



Tous les prix progressent : l'énergie (+33 %), l'alimentation (+5,7 %, avec de fortes différences selon les produits), les services (3,2 %). Pour les prix alimentaires, pour 21 catégories de produits de grande consommation, l'inflation dépasse en juin 10 % par rapport à juin 2021 selon le cabinet IRI qui travaille à partir des ventes des grandes et moyennes surfaces : la dérive atteint 17 % pour les pâtes alimentaires. Pour ce qui est des salaires, d'après le service statistique du ministère du Travail, le salaire mensuel de base (SMB) de l'ensemble des salariés du secteur privé a progressé de 2,3 % entre le 1^{er} trimestre 2021 et le 1^{er} trimestre 2022, soit moitié moins que l'inflation : les prix à la consommation ont augmenté de 4,6 % entre fin mars 2021 et fin mars 2022. Sur un an, le pouvoir d'achat du SMB a donc baissé de 2,3 %. On pourrait faire à peu près le même constat pour les salaires des fonctionnaires (la valeur du point d'indice est gelée depuis 2017), les retraites, les prestations sociales.

SALAIRES OU PROFITS

Par contre, les profits, les dividendes et les salaires des grands patrons se portent bien. Les sociétés du CAC 40 ont réalisé en 2021 des profits record : elles ont dégagé un résultat net de près de 160 milliards d'euros, soit deux fois plus qu'en 2019, année d'avant la pandémie. Leur endettement net fin 2021 est à son plus bas niveau depuis 15 ans. Les dividendes ont également dépassé leur niveau record de 2019. À ces versements de dividendes s'ajoutent de nombreux programmes de rachat d'actions (qui représentent également des transferts vers les actionnaires), dont près d'un milliard d'euros chez Société Générale, 750 millions d'euros chez Carrefour et 2 milliards de dollars pour TotalEnergies. Les économistes dominants parlent de la boucle prix-salaires ; pour eux le risque est que la hausse

des prix réveille le « monstre qui dort » : les revendications salariales. Mais en fait, ce qui est en cause aujourd'hui, c'est (comme l'écrit le journaliste économique de *Mediapart*, Romaric Godin), c'est une boucle profits-salaires : certains coûts (énergie, matières premières, composants) des entreprises s'accroissent et, pour préserver leurs profits, voire les élever, les entreprises qui le peuvent augmentent leurs prix. Et refusent d'accorder des augmentations de salaires qui couvriraient au moins l'inflation : elles continuent de jouer l'individualisation, les primes non reconductibles d'une année sur l'autre (et qui n'apportent pas de droits sociaux). Derrière l'inflation, il y a en fait la vieille lutte des classes menée par les capitalistes pour exploiter un maximum les salariés.

Face à cela le gouvernement Macron-Borne joue son rôle de rebouteux incompetent : il triture et caresse un peu là où ça fait mal sans rien faire pour améliorer vraiment la situation de ceux qui souffrent. Le projet de loi « pouvoir d'achat » est surtout une suite d'aumônes temporaires qui de fait entérinent la perte de pouvoir d'achat : face à une hausse des prix de 5,8 %, augmenter de 3,5 % la valeur du point d'indice des fonctionnaires, c'est à ce jour (sans tenir compte de la hausse des prix prévue pour le reste de l'année et de la perte de pouvoir d'achat du 1^{er} semestre) presque 2,5 % de recul (ceci sans parler des années antérieures), et de 4 % pour

les retraites de base, c'est 1,8 %. Pas de coup de pouce au SMIC, bien sûr. Quant aux chômeurs, à l'UNEDIC patronat et CFDT se sont mis d'accord pour une revalorisation de 2,9 %. Quand les grands patrons de l'énergie appellent les particuliers à limiter la consommation, c'est tellement ridicule que le journal économique *les Échos* (pas précisément un brûlot gauchiste) publie une enquête qui montre que, pour des raisons financières, environ un Français sur deux a déjà renoncé au cours des derniers mois à des déplacements en voiture ou a dû baisser le chauffage. Près d'un sur trois estime qu'il consomme déjà le minimum de ce dont il a besoin.

Il faut indexer salaires, retraites et allocations sur l'inflation comme c'était le cas jusqu'en 1982 (avant que Mitterrand et la gauche au pouvoir ne commencent à faire une politique favorable aux profits). Il faut augmenter le SMIC et tous les salaires. Si les patrons soutiennent que ce n'est pas possible, il faut qu'ils donnent accès à leur comptabilité et justifient leurs choix, par exemple verser des dividendes au lieu d'augmenter les salaires. Ceux qui produisent doivent contrôler l'économie : c'est le seul moyen d'imposer plus de justice (et aussi de lutter vraiment contre le réchauffement climatique). Le système capitaliste est à bout de souffle, sa survie coûte de plus en plus cher à la grande majorité mais ceux qui en profitent ne lâcheront rien sans rapport de force dans les entreprises et dans la rue. □

L'échelle mobile des salaires

Un système d'échelle mobile consiste à indexer (augmenter) salaires, retraites et allocations sociales au même rythme que les prix à la consommation. Si les prix augmentent de 3 %, ces revenus doivent augmenter de 3 %.

Deux conditions sont nécessaires :

L'indice des prix utilisé doit effectivement refléter la consommation de la majorité de la population concernée et ne pas être manipulé ;

Les revalorisations doivent être fréquentes : si elles ne le sont pas, entre deux revalorisations, salaires, pensions et revenus sociaux prennent du retard par rapport aux prix ce qui signifie une perte de pouvoir d'achat.

En France, l'échelle mobile des salaires a existé pour les salaires du privé dans les conventions collectives de certaines entreprises ainsi que pour le salaire minimum. En 1982, la gauche au pouvoir a interdit toute référence aux prix dans les conventions collectives. Le SMIC reste le seul salaire indexé sur les prix. Les salaires de base du secteur public dépendent de la valeur du point arbitrairement fixé par l'État (et qui a accumulé un énorme retard par rapport à l'inflation).

Une situation sociale fortement instable

PAR NORBERT NUSBAUM

Entre la montée de l'inflation, le développement de la pauvreté, les démissions au travail et le résultat des élections, des contradictions se développent qui pourraient rapidement mener à de nouvelles explosions sociales.

L'inflation fragilise des millions de personnes. Alors que près de 10 millions de personnes vivaient en dessous du seuil de pauvreté avant l'explosion des prix en mars, la situation risque de sérieusement s'aggraver dans les prochaines semaines. Le prix de l'énergie grève considérablement les budgets.

LE POUVOIR D'ACHAT EN PÉRIL

Le patronat est très conscient du caractère volatile de la situation. Le gouvernement multiplie les annonces et les gestes symboliques destinés à marquer les consciences : chèque énergie, baisse de 18 centimes de la taxe sur le carburant, prime par ci et miettes par là...

Le projet de loi dit « pouvoir d'achat » qui a été présenté le 7 juillet tente aussi d'envoyer des signaux dans le but d'apaiser sinon la colère parmi les salariéEs, du moins une certaine fébrilité et une certaine inquiétude dans la population laborieuse. L'augmentation du point d'indice de 3,5 % des fonctionnaires ne résout en rien le décrochage de leurs salaires qui n'ont quasi pas été revalorisés depuis 20 ans – à part une minuscule revalorisation en 2017. La valeur du point d'indice mensuel était de 4,26 € en 2000. En 2021 il était de 4,68 €. Inchangé depuis 2017 !

Les retraitéEs vont-elles et eux aussi avoir leur miette de 4 % d'augmentation au 1^{er} juillet, après des décennies de gel des pensions. Et encore les retraites complémentaires devront attendre octobre.

Les prestations familiales, les minimas sociaux seront, eux aussi seront revalorisées de 4 % au 1^{er} juillet. La prime d'activité sera également revalorisée de 4 %. Ainsi, unE salariéE au Smic à temps plein, soit 1 303 euros nets par mois, touchera 31 euros de plus.

DES MOBILISATIONS POUR LES SALAIRES

Le patronat essaie de limiter au maximum les augmentations de salaires et voudrait s'en tenir à des primes ou des revalorisations individualisées. De nombreuses grèves se déclenchent en ce moment dans le privé et le public pour les salaires. Leur durée va de quelques heures comme à la SNCF récemment, à plusieurs semaines. Elles permettant souvent d'obtenir des augmentations plus importantes que celles que voulaient concéder le patronat. Certains patrons essayent de s'éviter un conflit en proposant des rallonges avant de subir une grève.

Malheureusement, pour l'instant ces conflits ne sont pas coordonnés. Ils ont lieu entreprise par entreprise. Ces grèves sont souvent prises en main par les syndicats sans qu'il y ait un quelconque début d'auto-organisation des salariéEs concernéEs. Il s'agit de conflits dont il est difficile de cerner l'impact sur la conscience de celles et ceux qui y participent, à fortiori sur celle de l'ensemble de la classe laborieuse.

En fait c'est la suite de ces conflits qui va compter. Car l'inflation est partie pour durer. Si le patronat est prêt à lâcher des miettes de façon ponctuelle, il n'est pas décidé à amputer spontanément ses taux de profit sans y être contraint. Il faudrait un mouvement d'ensemble et non seulement des journées d'action syndicales même si celles-ci peuvent avoir leur utilité.

Proposer la coordination et une généralisation des luttes qui ne manqueront pas de se déclencher devraient être la préoccupation des militants syndicaux combattifs et des révolutionnaires. Ce seront les seulEs qui pourront proposer l'auto-organisation des salariéEs en grève. C'est seulement ainsi que le niveau de conscience des travailleurEs pourra progresser, pour commencer à envisager un avenir débarrassé de l'exploitation et de la misère qui

s'annonce pour un grand nombre.

L'issue pour les salariéEs ne consiste pas à courir perpétuellement derrière les hausses de prix. Les grèves pour l'augmentation des salaires sont la condition nécessaire pour résister et éviter la paupérisation de millions de travailleurEs. Mais ce n'est pas la condition suffisante pour en finir avec ce système capitaliste.

LE RAPPORT AU TRAVAIL ÉVOLUE

Il n'y a pas que l'inflation qui déstabilise la société. Il y a aussi la situation de l'emploi. Il faut constater que le taux de chômage en France est à son niveau le plus faible depuis 2008 avec 7,3 % de la population active au premier trimestre¹. Dans l'Union européenne ce chiffre est de 6,2 %.

Ces chiffres servent de prétexte à un durcissement des règles d'indemnisation. Depuis le 1^{er} octobre, le nouveau mode de calcul des allocations est plus défavorable aux chômeurs/euses puisque les périodes d'inactivité sont prises en compte, désormais, dans le calcul de l'indemnisation (ce qui baisse fortement le Salaire Journalier de Référence). Par ailleurs les conditions d'ouverture d'un nouveau droit sont également durcies et les contrôles pouvant déboucher sur une radiation sont renforcés².

C'est dans ce contexte qu'un phénomène social inédit a fait son apparition un peu partout dans le monde. Aux USA il est appelé « la grande démission ». 38 millions d'AméricainNEs ont quitté leur emploi au cours de l'année 2021. Depuis 2021, unE salariéE américainNE sur trois a démissionné !

En France les chiffres sont moins impressionnants ; les démissions jusque-là concernaient les secteurs de l'hôtellerie et de la restauration. Maintenant ce sont les commerçantEs, les enseignantEs, les

soignantEs qui sont gagnés par les envies de reconversion.

Ce phénomène doit être étudié très attentivement. Le rapport au travail de certainEs salariéEs se transforme radicalement dans un contexte de baisse du chômage. Les confinements, les couvre-feux, les restrictions ont amené nombre de salariéEs à réfléchir sur leurs conditions de vie.

Le temps de travail et les conditions de travail sont devenus primordiaux. Ainsi les secteurs du commerce, de la restauration, de la santé ont connu des conditions de travail particulièrement éprouvantes durant l'épidémie. CertainEs salariéEs à bout de force ont ainsi décidé de quitter leur emploi pour se préserver. Ces démissions s'étendent maintenant à d'autres secteurs, y compris dans la fonction publique, l'industrie et l'agriculture.

Selon la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares, service statistique du ministère du travail), près de 470 000 Français ont quitté leur CDI au premier trimestre de l'année, soit 20 % de plus qu'à la fin de l'année 2019.

Ces démissions s'ajoutent aux difficultés de recrutement, réelles dans certains secteurs même si le patronat et Macron les montent en épingle pour dire qu'il suffit de « traverser la rue » pour trouver du travail. Certaines entreprises et secteurs de la fonction publique sont d'ores et déjà en difficulté. Dans la santé publique, des services entiers ferment partiellement ou totalement par manque d'effectif.

Il s'agit dans les faits de réactions individuelles. Mais la simultanéité de ces démissions en fait un mouvement social. Ce sont des millions d'individus qui réagissent individuellement mais au même moment. Sans revendications, sans organisation collective, sans syndicat ni comité de lutte. Mais avec une furieuse envie de vivre autrement, de vivre mieux, de ne plus être aliénés, d'avoir plus de temps, et d'être mieux payés. D'après l'étude « Global Workforce Hopes and Fears » menée en mars 2022 par PwC (citée par *les Échos*), la hausse de salaire reste la première motivation (58 %) pour changer d'emploi en France, suivie par l'épanouissement professionnel (55 %).

En parallèle nous avons encore en tête ces étudiantEs de grandes écoles, Agro-ParisTech, par exemple, qui, le jour de leur remise de diplôme, ont à leur façon elles et eux aussi démissionné en déclarant publiquement qu'ils et elles désertaient l'agro-industrie en appelant leurs

camarades de promotion à rejoindre les luttes écologiques... Nous devons nous sentir concernés par ces désertions en masse. Il est plus que jamais nécessaire de tout faire pour donner une cohérence à ces démissions, de leur donner des perspectives politiques à la hauteur de l'ampleur du phénomène.

Avec les salaires, la lutte pour la diminution du temps de travail doit être remise au centre des revendications. Non seulement pour grappiller quelques heures mais pour réduire considérablement le temps passé au travail. Sans perte de salaire, bien sûr.

RECONSTRUIRE LA CONSCIENCE DE CLASSE

Mais chaque chose en son temps. Ce qui caractérise aujourd'hui notre classe sociale, c'est son absence de conscience d'être une classe en tant que telle. Dans bien des entreprises les collectifs de résistance à l'exploitation, comme les sections syndicales, sont inexistantes ou considérablement affaiblis. Bien souvent les salariéEs sont seuls face à l'arbitraire. Et quand il existe des sections syndicales en état de fonctionner, les militantEs passent le plus clair de leur temps à défendre individuellement les collègues de travail. L'organisation et la lutte collective sont remisées à un hypothétique plus tard.

Et c'est une situation désastreuse qui prédomine sur bien des lieux de travail à l'heure actuelle : démoralisation, dissensions au sein des équipes, soumission à l'arbitraire voire *burn out*, dépressions et dans les pires des cas des suicides.

Les militantEs syndicaux et/ou révolutionnaires ne sont pas épargnés par cette ambiance on ne peut plus morose. C'est d'ailleurs cette situation qui peut également expliquer en partie cette grande démission : le besoin de se protéger.

C'est pourquoi il est vital de renouer avec des perspectives politiques d'émancipation sociale, de renversement du capitalisme et d'une société humaine débarrassée du parasitisme et de l'exploitation, de la propriété privée des moyens de production et du saccage de la nature.

La séquence électorale qui vient de se terminer peut aider à reconstruire des collectifs militants, dans les entreprises bien sûr, mais aussi dans les quartiers, dans les villages, partout...

Des députéEs (surtout celles et ceux de La France insoumise) qui n'ont pas leur langue dans leur poche vont sans doute entreprendre une guérilla parlementaire contre les réactionnaires de Renaissance

au RN, sur des sujets très importants pour le monde du travail : les salaires, les retraites, les femmes, et peut-être les sans-papiers et réfugiés, etc. Mais l'essentiel du champ de la bataille de classe ne se situe pas sur le terrain des institutions. C'est là la grande limite de la NUPES. Et à cela il ne faut pas oublier les 53 % d'abstention, dont la plupart des habitantEs des quartiers populaires.

Mais il ne faut pas faire la fine bouche. Dans ce climat de marasme social et politique, tout ce qui peut redonner le moral est bon à prendre. Et la perte de la majorité absolue de Macron et l'élection des 131 députéEs de la NUPES ne sont pas des mauvaises nouvelles. La mauvaise nouvelle, c'est l'élection de plus de 90 députéEs d'extrême droite. Ce qui correspond à un réel courant de pensée dans la population, même s'il ne faut pas exclure dans l'élection de députéEs RN la manifestation ponctuelle de la détestation de Macron et de sa clique.

C'est ce courant de pensée qu'il va falloir combattre pied à pied. Les fascistes ont prouvé leur sens politique en étant présents dans le mouvement des Gilets jaunes, dans les manif anti pass... en fait dans tout mouvement non délimité. Ce qui est souvent le cas au début de bien des mouvements. Y compris sociaux. C'est donc sur tous les terrains qu'il faut être présentEs pour systématiquement contester à l'extrême droite l'influence dans la rue.

Nos armes idéologiques sont aux antipodes de celles des fascistes : ils mentent, nous disons la vérité. Ils sont antidémocratiques, nous sommes pour la démocratie à tous les niveaux de la société. Ils sont racistes pour diviser les travailleurEs, nous œuvrons à unifier la classe laborieuse... En bref, les fascistes sont pour la domination bourgeoise la plus violente, nous sommes pour le renversement de l'état bourgeois. C'est de cela qu'il faut convaincre nos collègues de travail et nos voisinEs.

La situation politique est aussi instable que la situation sociale. Rien n'est figé. Macron utilise toutes les ficelles de la constitution et des manœuvres parlementaires mais il peut être mis en échec sur ses projets de réforme. Le climat social est lourd de colère et tout peut s'accélérer. Dans le sens de l'émancipation sociale ou dans celui de la dictature renforcée de la bourgeoisie.

Le rôle des révolutionnaires sera déterminant dans la période. □

1) *La Croix* 17/05/2022

2) *Capital* 30/11/2021

Les violences sexistes et sexuelles dans les organisations se réclamant du féminisme : état des lieux et perspectives

PAR LA COMMISSION NATIONALE D'INTERVENTION FÉMINISTE DU NPA

Denis Baupin pour EELV, Benjamin Amar pour la CGT et le PCF, Taha Bouhafs pour LFI puis Eric Coquerel... les « affaires » de violences sexistes et sexuelles au sein des organisations se réclamant de la lutte pour l'émancipation des femmes se succèdent dans la suite du mouvement #MeToo.

Le NPA aussi doit faire face à de telles affaires. Elles répondent comme un écho à celles qui entachent le gouvernement, de Darnaud à Abad.

Pourtant, de la gauche jusqu'au gouvernement, si les faits peuvent être semblables, les réponses ne sont pas les mêmes et surtout ne nous interpellent pas de la même façon en tant que militantEs féministes.

Si la prise en charge de ces violences a fait de notables progrès en 10 ans, il nous reste encore beaucoup à élaborer pour y faire face de manière satisfaisante et avancer vers leur éradication.

NOS ORGANISATIONS FÉMINISTES DOIVENT AUSSI FAIRE FACE AUX VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES

Il y a quelque chose de sidérant à être confronté à des violences sexistes et sexuelles parfois très graves au sein même de nos organisations alors que nous sommes partie prenante des luttes féministes. À certains moments, on a même pu avoir l'impression qu'il y en avait plus là qu'ailleurs, proportionnellement au nombre de militantEs.

Nos organisations qu'elles soient syndicales, politiques ou associatives ne sont pas en dehors de la société

et elles sont donc traversées par les oppressions qui existent partout : racisme, sexisme, LGBTIphobie, grossophobie, validisme... Même les militantEs les plus forméEs ne peuvent se débarrasser totalement de leur éducation, de leur socialisation. Ces oppressions peuvent se combiner avec des formes de domination liées au pouvoir dans nos structures, au paternalisme qui y règne parfois.

La dégradation des rapports de forces à l'extérieur pèse également : lorsque les droits des femmes reculent, que l'ordre moral se renforce, que les tensions sociales s'exacerbent, les débats internes se tendent, les logiques de fractions se renforcent... cela diffuse dans les organisations, impacte les relations militantes et au final conduit à faire reculer les positions des femmes en interne.

Théoriquement, on pourrait penser que nos organisations sont moins touchées par les violences sexistes internes et c'est probablement vrai grâce à la formation des militantEs et au rapport de forces exercé par les femmes. Cependant, un nombre proportionnellement important de faits sont traités et ont nécessité, partout, la mise en place d'instances spécifiques pour leur prise en charge :

L'effet secondaire positif de la formation et du rapport de force est de permettre une libération de la parole plus importante ici qu'ailleurs. L'illégitimité de ces violences et la possibilité d'être soutenues par des collectifs militants donne davantage de force et de confiance aux victimes pour dénoncer les violences malgré les difficultés qui existent, on y reviendra.

De ce point de vue, la non-mixité est un outil essentiel : à chaque formation sur ce thème en non-mixité, il est quasiment systématique que soient partagés pour la première fois des cas de violences, parfois datant de plusieurs dizaines d'années... Le nombre de cas remontés au sein de nos organisations ne doit donc pas nous décourager mais au contraire être pris comme un signe positif de notre capacité à les prendre en charge.

Il s'agit de prendre en compte aussi bien le sexisme « ordinaire » et quotidien (blagues, remarques, etc.) que les faits les plus graves (agressions, viols...). Le continuum qui existe de l'un à l'autre légitime l'ensemble et est un élément essentiel du maintien



de l'ordre patriarcal. Personne ne peut se targuer de n'avoir jamais eu une parole déplacée, une remarque empreinte de préjugés.

Les premières victimes sont faciles à identifier : les femmes jeunes, et encore plus si elles cumulent les oppressions.

Pour ce qui est des agresseurs, les positions de pouvoir jouent évidemment un rôle. Il y a sans doute une différenciation à faire entre les organisations qui ont des positions de pouvoir institutionnelles (députés, maires, élus de manière générale) et celles qui n'en ont pas. Il serait intéressant de disposer de données statistiques qui n'existent pas aujourd'hui. Dans tous les cas, il y a une déformation liée à la focalisation médiatique dont il faut tenir compte : pour une affaire médiatisée de type Baupin/Coquerel/Bouhafs, combien d'affaires traitées plus discrètement mais pas forcément mieux ?

Enfin, il semblerait qu'émergent davantage de cas de violence contre des militantEs LGBTI. Il est probable que les luttes récentes ont permis une certaine libération de la parole et une meilleure visibilité. Ces cas sortent de fait des schémas « classiques » de violences d'un homme sur une femme et nécessitent d'adapter notre analyse pour intégrer d'autres dimensions d'oppression.

IL EST URGENT DE PRENDRE EN CHARGE CES VIOLENCES EN INTERNE DES ORGANISATIONS

Il s'agit de discuter de la prise en charge politique des violences sexistes et sexuelles qui ont lieu au sein de nos organisations féministes. On reviendra plus loin sur les difficultés de l'accompagnement des victimes elles-mêmes.

Notre objectif est d'éradiquer les violences sexistes et sexuelles. Sur le long terme, la formation, l'éducation sont les éléments primordiaux. Mais en l'état actuel, nous devons faire face à des violences qui sont le fait de militants et/ou qui concernent des victimes appartenant à nos organisations. Prendre correctement en charge ces violences est essentiel pour construire la confiance des femmes dans le fait que leur organisation les soutiendra mais aussi pour

qu'elles y trouvent leur place à tous les niveaux.

Il ne s'agit pas de faire justice comme le ferait un tribunal. D'une part, parce que la justice à laquelle nous sommes confrontéEs est bourgeoise et patriarcale et que nous ne sommes pas satisfaitEs de son fonctionnement (son amélioration peut d'ailleurs faire l'objet de revendications du mouvement féministe). Nous avons donc l'ambition de faire mieux qu'elle pour reconnaître et lutter contre les violences sexistes et sexuelles, en tous les cas, au sein de nos organisations. Par exemple, concernant les viols, la définition juridique a évolué récemment pour intégrer des éléments progressistes mais nous assumons une définition globalement plus large et fondée sur l'absence de consentement explicite. D'autre part, les victimes n'attendent pas la même chose de nos organisations que de la justice. La reconnaissance de leur parole est essentielle, leur permettre de continuer à fréquenter les espaces de militantisme sans être confrontéEs à leur agresseur aussi. Et enfin, assurer que nos organisations sont des lieux qui tentent d'être le plus *safe* possible est une condition indispensable à l'engagement de touTEs les oppriméEs. Les procédures mises en œuvre et les mesures prises contre les agresseurs se placent dans cette perspective globale.

Le NPA a bénéficié de l'expérience apportée par la LCR et des discussions qui ont lieu depuis des dizaines d'années à ce sujet dans le cadre de la IV^e internationale. Il y a eu des évolutions significatives et #metoo a permis d'affermir la légitimité de ce qui y était mis en place et a participé à l'amélioration du rapport de forces en faveur des femmes.

Dans la LCR, il existait des procédures assez claires d'exclusion en grande partie pensées pour faire face à des problèmes de désaccords politiques. Elles avaient donc leur faiblesse en termes de prise en compte de la dimension féministe mais étaient opérationnelles en termes de sanction. En particulier, si la cellule de base ne se conformait pas aux prescriptions de la commission de contrôle (notamment exclusion de l'un de ses membres), elle était dissoute et les militantEs devaient demander leur réadhésion individuellement ce qui

laissait à l'organisation le choix de qui elle réintégrait.

Dans la IV^e internationale, diverses sections ont été confrontées à des violences sexistes notamment de la part de dirigeants politiques. Au Japon, cela a pu conduire jusqu'à la reconnaissance d'une section composée uniquement de femmes. Depuis le début des années 2000, la volonté de penser collectivement la gestion des violences sexistes et sexuelles a abouti à mettre à l'ordre du jour cette question assez systématiquement dans le cadre de formations internationales et à l'échelle nationale, généralement en non-mixité, au moins dans un premier temps.

Dans le NPA, à l'heure actuelle, lorsqu'un cas de violence sexuelle est signalé à la commission de médiation, l'agresseur désigné est immédiatement suspendu de l'ensemble de ses droits militants (pas de participation aux réunions de quelque niveau qu'elles soient, pas de présence dans les cortèges de manifestation, etc.) sans autre base que la déclaration de la victime. Puisqu'il n'y a, à ce stade, aucun élément d'enquête, cette mesure ne présage aucunement du résultat final ; elle est conçue comme une mesure de protection, a priori, de la victime. Ensuite, la procédure peut se dérouler (rencontre des personnes concernéEs, recueil d'éléments divers...) et a pour objectif de permettre de comprendre l'ensemble des circonstances qui ont conduit à ce signalement. Si les accusations sont confirmées, la commission de médiation fera des préconisations en termes de sanction qui doivent être mises en œuvre par le comité de base. Des recours sont possibles devant la direction nationale ou le congrès. S'il se trouvait que les accusations étaient mensongères (ce qui n'est jamais arrivé jusqu'à présent), le militant incriminé serait réintégré dans l'ensemble de ses droits sur la base de l'avis écrit de la commission de médiation.

La mise en place de la suspension automatique a été une bataille menée en particulier par les militantes de la direction femmes de l'organisation. Elle a divisé les militantEs au moment du vote au congrès et une partie significative de la direction politique et notamment de la commission de médiation s'y est opposée. Derrière



Cortège du NPA à la manifestation pour le droit à l'avortement le 2 juillet 2022. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

ce clivage, c'est le débat sur le rôle des instances de régulation, sur la question de la prise en compte de la parole des femmes, sur le positionnement par rapport à la justice qui se joue.

Depuis un an, à l'initiative de la CGT, se réunit une inter-organisation sur la question de la prise en charge des violences sexistes et sexuelles en interne. Son spectre est très large : CFE-CGC, Solidaires, FSU, CGT, CFDT, Confédération Paysanne, UNEF pour les organisations syndicales ; PS, EELV, PCF, LFI, PG, UCL, Ensemble ! et NPA, pour les organisations politiques. En général, ce sont des femmes qui y participent mais elle n'est pas non mixte. L'échange qui s'y déroule se fait de façon très transparente, c'est-à-dire que personne ne cherche à cacher les problèmes auxquels les unes et les autres sont confrontées ni en termes de nature des violences, ni dans le rapport de force en interne. Bien sûr, il y a de grandes différences de maturité des structures de prise en charge de ces questions selon les organisations puisque certaines ne le font de manière spécifique que depuis très récemment. L'intégration dans les institutions de l'État change notablement les problématiques

puisqu'cela renforce les positions de pouvoir et donc de domination. La visibilité médiatique joue également un rôle.

Dans la suite de la tribune¹ parue à l'occasion du 25 novembre 2022, plusieurs éléments sont ressortis de ces réunions :

- la nécessité de la formation des militantEs et les liens nécessaires avec les associations spécialisées sur ce sujet,
 - la prise en charge de l'itinérance des agresseurs afin d'éviter l'impunité lorsqu'ils circulent d'une organisation à l'autre ou qu'ils se trouvent dans des cadres unitaires,
 - la volonté de constituer un réseau de ressources partagées pour accompagner les victimes de violences partout sur le territoire (avocatEs, médecins, psychologues, associations...).
- Ces éléments participent d'une solidarité féministe qui se (re)construit en parallèle du renouveau des mobilisations dans ce domaine.

POUR CONTINUER À AVANCER

Si les progrès sont notables sur les vingt dernières années, de nombreux problèmes se posent encore à nous. Certains sont insolubles tant que nous n'aurons pas changé cette

société et d'autres peuvent donner lieu à des améliorations nécessaires. L'injonction à porter plainte reste très forte malgré la difficulté du parcours policier et judiciaire et la faible probabilité d'obtenir « justice ». Les « pour » et les « contre » sont à soupeser dans chaque cas individuel : nous ne pouvons donc faire de recommandation systématique et le fait de porter plainte ne peut être, à aucun moment, considéré comme un préalable.

Le fait de porter plainte peut être une étape importante voire nécessaire pour se reconstruire après avoir subi des violences. Si la plainte est prise en compte, voire que l'agresseur est condamné, cela peut parfois permettre de protéger la ou les victimes et d'en éviter d'autres. Une fois cela dit, on ne peut faire l'impasse sur la nature de classe et profondément patriarcale de la police et de la justice. Toutes les victimes décrivent des parcours éprouvants jusqu'à l'insoutenable : remise en cause de leur parole, mépris, ignorances des conséquences physiques



et psychologiques, déni des faits, condamnations faibles au regard des faits, relâche pour prescription, manque de preuves, etc. jusqu'aux procédures contre les femmes pour diffamation comme dans le cas de l'affaire Baupin.

Nous ne pouvons pas non plus faire l'impasse sur la nature des peines encourues par les agresseurs. L'absence de structures de soins pour ceux qui en ont besoin est évidemment problématique mais c'est surtout de notre position par rapport à l'enfermement notamment carcéral que nous devons tenir compte. Les peines sont d'autant plus lourdes que les agresseurs appartiennent aux catégories exploitées et opprimées de la société, les conditions d'enfermement sont inqualifiables, les conséquences des peines d'emprisonnement sont dramatiques socialement, etc. Nous ne considérons pas la prison comme une solution et par conséquent elle ne peut pas faire partie de nos revendications en termes de lutte contre les violences sexistes et sexuelles. Ce positionnement est très minoritaire dans la société et demande un travail d'explication important.

Dans un contexte où la reconnaissance de la parole des victimes et la prise en charge des violences restent difficile à tous les échelons, les réflexes de solidarité sororale se manifestent fortement. C'est extrêmement positif quand cela débouche sur une action collective à visée générale. C'est par exemple le cas des collages féministes qui ont permis de passer un cap en termes de visibilité des féminicides et sont une composante du mouvement féministe actuel. L'éclatement d'un certain nombre de groupes locaux en marque cependant la limite en termes d'homogénéité politique et donc de capacité d'action.

Le fait de nommer publiquement des agresseurs apparaît comme un dernier recours lorsque les instances collectives des organisations ou la justice ont été défailtantes. Il peut être nécessaire, en particulier, si on a besoin de prévenir d'autres victimes potentielles et qu'il est donc envisagé comme une mesure de protection collective. Son usage peut et doit cependant être envisagé sous le contrôle d'un collectif disposant d'un recul

relatif par rapport aux faits. L'élaboration et la gestion collectives sont des garde-fous essentiels pour se prémunir contre les dérives vers la vengeance et la punition individuelles.

Nous devons continuer à nous améliorer dans la prise en charge des violences sexistes et sexuelles à l'intérieur de nos organisations. Mais il n'est pas simple d'avoir des militantEs forméEs et disponibles pour recueillir correctement la parole des victimes. Les questions de procédures (confidentialité, délais, recours, ressources...) doivent être discutées de façon pointilleuse, avec les victimes pour correspondre au mieux à leurs besoins, et confrontées à la réalité de leur mise en application.

L'élaboration d'une échelle des sanctions est absolument nécessaire sous peine de rendre contre-productives les procédures. En effet, des sanctions disproportionnées ont pour effet de solidariser, en partie à juste titre, autour des agresseurs. Éviction temporaire ou définitive des organisations, des instances, des mandats de représentation, rappel à l'ordre, obligation de formation, etc. doivent pouvoir être mises en place.

Enfin, puisque nous ne pensons pas que les individus soient coupables définitivement, il nous faut envisager des procédures de réintégration efficaces. Cela peut paraître compliqué dans les cas très graves de viols ou de violences physiques et cependant nous y avons déjà été confrontéEs. Il faut donc penser les critères qui permettent de s'assurer qu'un agresseur a compris que ses agissements étaient inacceptables et que sa réintégration peut se faire en assurant la sécurité de touTEs les autres membres de l'organisation. La possibilité de la réintégration doit tenir compte de l'avis de la victime même si elle n'est pas le seul élément à prendre en compte ni dans un sens, ni dans un autre : l'organisation pourrait estimer que l'agresseur peut être réintégré sans danger mais que cela reste insupportable pour la victime et à l'inverse une victime pourrait estimer acceptable la réintégration de son agresseur mais l'organisation considérer que la sécurité de ses militantEs n'est pas assurée. Il faut donc qu'une instance puisse délibérer.

En parallèle de ces questions générales, la prise en charge de la victime

elle-même est souvent un aspect compliqué des affaires de violences. Elle nécessite une formation que les militantEs n'ont pas sauf exception professionnelle ; elle demande des moyens financiers pour payer avocatEs, médecinEs, psychologues, etc. qui sont éventuellement nécessaires. Or, ces moyens, les victimes ne les ont généralement pas et ils ne sont pas non plus à la portée de l'ensemble des organisations. Pour y remédier, le réseau des associations spécialisées est essentiel et donc la bataille pour leur financement fait partie de nos revendications de base.

POUR CONCLURE PROVISoireMENT

Parce que les violences sexistes et sexuelles sont intimement liées au maintien de l'ordre existant capitaliste et patriarcal, parce que nos organisations ne sont pas extérieures à la société dans laquelle nous vivons, le combat contre ces violences se joue à tous les niveaux, dans toutes les sphères de la société. En ce sens, nous ne pourrions avancer à l'intérieur de nos organisations sans que cela bouge dans l'ensemble de la société. Il nous faut donc à la fois discuter, élaborer, œuvrer en interne et mener des batailles touTEs ensemble en construisant le mouvement féministe. La solidarité qui lie les oppriméEs et les exploitéEs n'est pas naturelle, elle se construit dans la pratique de nos mobilisations, dans la discussion à la base, entre et dans les structures militant.es associatives, syndicales et politiques.

En tant que révolutionnaires, nous avons notre contribution propre à apporter en termes d'analyse combinant anticapitalisme et anti-patriarcat, positionnement par rapport aux institutions (police, justice, mais aussi armée ou école...). Ce combat est parfois dur, voire épuisant, mais, d'une part, il s'impose inéluctablement à nous et, d'autre part, il conditionne notre capacité à changer la société pour construire un monde débarrassé de l'exploitation et de toutes les oppressions. Alors soyons fortEs, fièrEs, féministes, radicales et révolutionnaires ! □

1) <https://anticapitaliste.org/actualite/feminisme/feminisme-violences-sexistes-dans-nos-organisations-cest-non-aussi>

Luttes syndicales et capitalisme du désastre au Royaume-Uni

PAR THIERRY LABICA

Il faudrait donc croire l'affaire vraiment passionnante : le premier ministre britannique, Boris Johnson, a donné sa démission début juillet après la débandade quasi-générale de son gouvernement. Johnson, semble-t-il, aurait finalement été contraint de laisser la place après, entre autres, le scandale du « partygate » en référence à ses multiples entorses aux contraintes sanitaires décidées par son propre gouvernement.

Si Johnson paraît aujourd'hui encombrant, il aura néanmoins pleinement rempli sa mission en incarnant la posture nationale-raciste et – très ironiquement – « anti-establishment », que la version la plus droitière du Brexit rendait nécessaire, notamment pour éviter une hémorragie électorale en faveur du courant plus officiellement d'extrême droite représenté par Nigel Farage (jusqu'aux législatives de 2019). Mais la grande question, désormais, serait donc de savoir qui pourrait bien lui succéder parmi la dizaine de prétendantEs déclarés.

LA « PARTY » QUI CACHAIT LA BEUVERIE CAPITALISTE.

Notre commentariat national paraît volontiers pris de palpitations devant ce délectable moment de « scandales » et d'intrigues politiques sur fond d'aventures au palais. En cela, le sujet « Boris Johnson » induit plusieurs effets d'optiques opportuns. Premièrement, l'affaire du « partygate » serait donc apparemment plus grave que les années d'austérité qui ont décimé des secteurs entiers de la société britannique au point de voir se répandre le syndrome de « la mort par désespoir », l'espérance de vie cesser de progresser et reculer dans certaines régions, et la pauvreté au travail et les inégalités atteindre des proportions inédites ; le « partygate » mériterait plus d'attention indignée que le clientélisme éhonté qui a présidé à la distribution des gigantesques contrats au nom de la stratégie gouvernementale anti-Covid... Et à présent,

cette atmosphère de drame à la cour ferait presque oublier le problème principal et immédiat : comment poursuivre *la même politique* d'extrême brutalisation sociale « normale », au service d'une classe dirigeante qui, comme en France, aura su massivement tirer profit des deux années de crise sanitaire ? Pour les conservateurs au pouvoir depuis douze ans, la question n'est donc pas de savoir combien de bras d'honneur sa seigneurie Alexander Boris de Pfeffel Johnson a jovialement adressé à la cantonade au cours des deux derniers mois, comme au cours des deux dernières années ou des deux dernières décennies ; *comment poursuivre la même politique* se pose avec une urgence particulière maintenant que, face au pouvoir, se dresse une opposition de classe véritable avec un regain de luttes syndicales non seulement d'une ampleur exceptionnelle, mais en outre soutenues par une majorité de l'opinion publique.

UNE SITUATION INSUPPORTABLE

Un ensemble d'initiatives syndicales ont convergé au cours du mois de juin qui fut notamment ponctué (le 18) par la manifestation nationale organisée par le Trade Union Congress (TUC). Les principales revendications concernaient, entre autres, la hausse des salaires, la fin des contrats zéro-heure et des pratiques patronales de « fire and rehire » (licenciements suivis de réembauches dans des conditions dégradées), une taxation sur les profits des entreprises d'énergie, l'augmentation

des minima sociaux (regroupés dans un système de « crédit universel »), la lutte contre le racisme au travail, ou encore le renforcement des droits des organisations syndicales.

Si aucune de ces priorités n'est nouvelle, toutes ont pris un caractère d'urgence inédit au terme des deux années écoulées : pour nombre d'entreprises, l'état d'exception induit par la crise sanitaire a permis une intensification générale de l'offensive contre l'emploi, les salaires, les droits salariaux et syndicaux encore existants, tout en ouvrant une voie rapide vers les aides d'État, qui fonctionnèrent comme autant de subventions directes et massives aux employeurs (aides directes ou « contrats Covid » en centaines de millions à des entreprises proches des Tories, ou à des entreprises opportunément créées tout juste deux mois auparavant). En d'autres termes, au Royaume-Uni, la conjoncture du Covid a typiquement illustré la logique de « capitalisme du désastre » si bien décrite quelques années plus tôt par Naomi Klein.

Un facteur décisif supplémentaire est cependant venu jouer un rôle clé dans la situation en cours : sur fond de contraction des salaires depuis 2008 (situation sans précédent depuis deux siècles selon certaines analyses¹), la hausse des prix au détail a atteint 11,7 % en juillet. Les coûts de l'énergie ont, quant à eux, explosés avec une hausse, en avril, de



54 % du plafond fixé par le régulateur Ofgem (et une nouvelle hausse se prépare pour cet automne). De tels niveaux d'inflation ne s'étaient pas vus depuis 1982. Selon le Bureau des statistiques nationales, entre fin juin et début juillet, 49 % des gens disaient avoir réduit leurs dépenses de nourriture².

UNE AVALANCHE DE MOBILISATIONS

Dans ces conditions, les luttes du monde du travail qui étaient déjà en cours dans une grande variété de secteurs pendant les deux années écoulées ont acquis une force et une visibilité nouvelles à la veille de l'été. Quelques illustrations devraient permettre de s'en faire une idée.

British Airways, par exemple, annonça dès avril 2020 la suppression de 12 000 emplois (dont 6 000 départs « volontaires ») et des baisses de salaires pour les 30 000 personnels restants – sans attendre, donc la fin du programme de subvention des salaires au titre de la sauvegarde de l'emploi. Fin juin, 95 % des personnels d'enregistrement de l'aéroport d'Heathrow syndiqués au GMB et à Unite votèrent le principe de la grève si BA ne rétablissait pas les 10 % de salaires perdus pendant la pandémie. Pour éviter la grève annoncée, BA a fini par accepter de faire une proposition jugée « amplement améliorée ».

Le Communication Workers Union (CWU) a de son côté appelé les salariés du groupe British Telecom (privatisé en 1984) et ses filiales Openreach et EE à se prononcer sur la grève. Le CWU répondait ainsi à l'offre d'augmentation (non négociée) de £1500 (1770 euros) pour 58 000 employés de l'entreprise, soit, entre +3 et +8 % dans un contexte d'inflation à plus de 11 %. Ce recul salarial intervenait alors que BT venait d'annoncer pour plus de 1,3 milliard de livres sterling de bénéfices (pour l'année fiscale finie au 31 mars) et que £700 millions avaient été distribués aux actionnaires de l'entreprise. On observa en outre que le patron de BT, Philip Jansen, s'était quant à lui administré une augmentation de revenus de 32 %, à £3,5 (4,1 million d'euros).

Le 30 juin, à l'issue du vote auquel participèrent 74,8 % des 30 000 membres CWU de la filiale Openreach de BT, la grève obtint 95,8 % des suffrages. Chez les 9 000 membres CWU de BT même,

elle fut votée la encore à 91,5 % avec une participation de 58,2 %. Les syndiqués CWU de EE (opérateur de réseau mobile et fournisseur d'accès internet) votèrent également la grève à 95 %, résultat qui fut cependant invalidé, le taux de participation n'ayant été que de 49,7 % quand la dernière loi antisyndicale de 2016 impose une participation minimale de 50 %³. Si aucune négociation ne permet de satisfaire la revendication des salariés, la grève sera alors la première du groupe BT depuis 1987. Chez Royal Mail, les 2400 cadres syndiqués à Unite ont voté la grève à 86 % (et à 89 % en Irlande du Nord). Pourquoi ? L'entreprise (privatisée entre 2013 et 2015) entend supprimer 700 postes (après les 1200 emplois détruits en 2021) et imposer des réductions de salaires allant jusqu'à 7 000 livres par an. La même entreprise pouvait distribuer 400 millions de livres sterling à ses actionnaires en 2021 et annoncer des bénéfices de £311 millions. Et Simon Thompson, le patron de Royal Mail, n'a pas oublié de prélever £753 000 sur ce tas d'or. Le 19 mai 2022, le Royal Mail Group annonçait un bénéfice de £758 millions pour l'année fiscale 2021-22 (en progrès de près de £60 millions par rapport à l'année antérieure). Une grève du zèle est prévue entre le 15 et le 19 juillet, suivi d'une grève du 20 au 22 juillet.

Contre une proposition de « hausse » de salaire de 3 % pour l'année 2022-23, les 115 000 employés du Post Office peuvent voter la grève défendue par le CWU, du 28 juin jusqu'au 19 juillet. Les 450 000 enseignantEs membres du NUT et les 280 000 autres, adhérentEs du NASUWT, devraient se prononcer à l'automne (après bien des tergiversations) pour contester une proposition identique alors que la profession a vu ses niveaux de salaires reculer de 20 % depuis 2010 et que deux enseignantEs sur trois en sont désormais à envisager d'abandonner le métier⁴. Et la situation reste globalement identique si l'on se tourne vers le syndicat des employéEs de l'administration gouvernementale (PCS), là encore, promisEs à la fois au décrochage accéléré des salaires par rapport à l'inflation avec un « rattrapage » dérisoire fixé à 2 % et à une suppression de 91 000 emplois annoncée par Johnson en mai. PCS annonce une mise au vote de la grève en septembre. Mais il suffisait peut-être de

commencer par là : une récente étude commandée par Unite a fait apparaître que les marges bénéficiaires des principales entreprises britanniques cotées à l'indice FTSE (« *footsie* ») 350 de la bourse de Londres, étaient de 73 % supérieures à leur niveau pré-crise sanitaire⁵. Faut-il chercher plus loin ?

LA MOBILISATION DANS LES TRANSPORTS

Dans ce contexte, le petit syndicat des travailleurs des transports ferroviaires et maritimes (RMT) et son secrétaire national, Mick Lynch, sont venus occuper une place déterminante en parvenant à galvaniser une grande partie du mouvement syndical. La situation du secteur est certes comparable aux exemples qui précèdent : prenant prétexte de la baisse conjoncturelle de la fréquentation des trains, Network Rail, l'entreprise de gestion des infrastructures ferroviaires, prévoit de supprimer 2 500 emplois de maintenance en vue d'une réduction de dépenses de £100 millions. Le gouvernement vise quant à lui une économie de £2 milliards dans le secteur ferroviaire avec la disparition probable de 10 000 emplois⁶. Mais alors que les travailleurs du rail sont promis au gel de salaire et à la perte d'emploi, les entreprises ferroviaires engrangent au-delà de £500 millions de bénéfices par an et les 73 principaux dirigeants de Network Rail se partagent un total combiné de £15 millions par an⁷. Avec une participation de 71%, les membres du RMT ont voté la grève à 89%.

L'action du RMT a rencontré un écho important pour plusieurs raisons : du simple fait que le RMT était déjà en grève les 21, 23 et 25 juin quand les autres organisations étaient encore en phase de consultation ; parce que l'impact des grèves du secteur ferroviaire (affectant l'activité de pas moins de treize opérateurs) est plus immédiatement visible et ressenti ; mais plus encore peut-être, suite aux interventions du dirigeant du RMT, Mick Lynch, face de nombreux médias ouvertement hostiles. Pour beaucoup d'observateurs, c'est l'efficacité, la franchise tranquille du propos de Lynch, son positionnement lutte de classe sans aucune ambiguïté ni surenchère, qui ont contribué, en l'espace de quelques jours, à modifier la perception de la grève bientôt jugée « justifiée » par

58% d'une opinion publique qui lui était initialement défavorable⁸.

DES OBSTACLES À FRANCHIR

D'énormes obstacles restent dressés contre l'action ouvrière organisée et contre toutes les formes de solidarité qui lui sont indispensables. On pense d'abord à l'impitoyable mécanique d'enserrement législatif des OS en place depuis les années 1980 et encore renforcée jusqu'en 2016. Comme on le constate dans ce qui précède, le moindre projet de grève doit, entre autres, passer par de longues procédures de votes par correspondance qui pour être valides doivent maintenant obtenir une participation de plus de 50 % des adhérentEs des organisations. Mais surtout, depuis la loi de 2016, dans nombre de secteurs (dont la santé, l'éducation ou les transports), la grève doit être soutenue par au moins 40 % de la totalité des adhérentEs des organisations concernées. Si les mêmes dispositions devaient s'appliquer aux éluEs parlementaires, combien parviendraient à siéger ? On pense encore à la hargne ordinaire d'un commentariat politique aligné sur cette norme législative ancienne, habituée à son entre soi de club dans ses studios londoniens, et fondamentalement convaincu du « chaos » que promet toute expression d'un monde

du travail qui ne se limiterait pas à mendier. Il y a encore les limites que pose une grande partie de la tradition syndicale britannique elle-même et de son loyalisme réformiste. Reste enfin un autre obstacle tout à fait considérable, à savoir, le Parti travailliste lui-même, aujourd'hui aux mains d'une direction dont la bigoterie réactionnaire éveille un sentiment proche du tragique. Qu'on y songe : non content d'avoir purgé tout ce qui pouvait ressembler à la gauche dans le labour, Keir Starmer, dirigeant de l'*opposition* travailliste au parlement, a commencé par prétendre interdire aux membres de son gouvernement d'aller se montrer en compagnie des grévistes sur les piquets ; n'a pas trouvé moyen de faire la moindre référence aux luttes en cours dans son discours du 11 juillet qui entendait exposer sa vision d'un « nouveau départ » pour le pays. Ailleurs, c'est le ministre des Affaires étrangères du gouvernement fantôme de Starmer qui déclarait avec vigueur son refus « catégorique » de soutenir la revendication des salariéEs de British Airways. Ailleurs encore, en mars, c'étaient les éluEs travaillistes de la ville de Coventry qui faisaient appel à des intérimaires pour tenter de briser la grève de soixante-dix éboueurs de la ville luttant pour de meilleurs salaires. Starmer pourrait finir aussi

disqualifié que Johnson. Une forme d'exploit, faut-il supposer.

À l'évidence, les mouvements de grève en cours et à venir ne peuvent strictement compter que sur leurs propres forces. Dans un contexte de crise sociale et politique si profonde, comptons qu'ils restent – au-delà des améliorations immédiates et indispensables – la condition première à l'émergence de toute nouvelle possibilité encore à devoir prendre forme et digne d'être espérée.

PS : On apprend, en rédigeant ces dernières phrases, qu'Asef, syndicat de conducteurs de train, vient à son tour de voter massivement en faveur de la grève. □

1) <https://www.tuc.org.uk/blogs/17-year-wage-squeeze-worst-two-hundred-years>

2) <https://www.reuters.com/world/uk/half-britons-buy-less-food-prices-surge-2022-07-08/>

3) https://www.cwu.org/press_release/call-centre-workers-and-30k-openreach-engineers-vote-for-historic-national-strike-against-insulting-real-terms-pay-cut/

4) <https://www.nasuwat.org.uk/article-listing/national-industrial-action-pay-uncertainty.html>

5) <https://www.unitetheunion.org/media/4757/unit-investigates-corporate-profiteering-and-the-col-crisis.pdf>

6) Labour Research, vol.111, n°2, février 2022, p. 16.

7) <https://www.tssa.org.uk/find-your-company/network-rail/news/nr-top-bosses-and-what-they-are-paid>

8) <https://twitter.com/SavantaComRes/status/1539277133352259584?s=20&t=AA7JBGrcJKde5wd0pYwg>



Grévistes de RMT Union à l'entrée de la station Cambridge (21 juin 2022). © SoThisIsPeter / Wikicommons

Erdogan en guerre sur tous les fronts

PAR EYÜP ÖZER

La Turquie traverse une multitude de crises interconnectées, à l'image du reste du monde et dans le prolongement de sa propre trajectoire au cours de la dernière décennie. Afin de maintenir sa position dans cette période de crises multiples, Erdogan fait feu de tout bois : répression, guerres, chantages, négociations, ruptures d'alliances et nouvelles alliances.

Les changements dans l'ordre géopolitique global ont, en outre, assez largement joué en sa faveur. Au cours des dix dernières années, Erdogan a aiguisé sa capacité à mettre les événements mondiaux au service de ses propres marchandages en vue de consolider sa position ou, tout au moins, de retarder sa propre mort politique. C'est le cas avec la guerre en Ukraine dont il a pu tirer parti pour surmonter les problèmes posés par le recul du pouvoir d'achat de la classe ouvrière et sa perte de popularité à l'approche des nouvelles élections. Erdogan, montrant une habileté certaine, essaye donc de prendre appui sur la situation mondiale, mais en se trouvant contraint de mener une guerre sur tous les fronts.

SUR LE FRONT DE L'ÉCONOMIE

La fragilité du capitalisme turc existe de longue date et le gouvernement de l'AKP a toujours cherché des solutions « inventives » visant à au moins retarder les effets de crise. Mais les tendances observées en Turquie à présent sont aussi étroitement liées à la crise du capitalisme global. Après la crise de 2008, au moment où les banques centrales partout dans le monde injectaient des liquidités dans l'économie mondiale, la Turquie a vu arriver, elle aussi, une énorme masse d'argent et avec elle, une certaine illusion de richesse. Les mauvais côtés de l'endettement sont apparus lorsque vint le moment où il fallut commencer à rembourser. À l'annonce de l'arrêt progressif des rachats d'actifs sur les marchés financiers par les banques centrales, deux ensembles d'intérêts différents correspondant à deux secteurs

capitalistes distincts en Turquie devinrent visibles et commencèrent à se manifester. D'une part, la TÜSIAD¹, organisation de la grande bourgeoisie traditionnelle en Turquie, critiqua très ouvertement la politique du gouvernement et exigea une augmentation des taux d'intérêt de la banque centrale. D'autre part, il y a les « petites et moyennes entreprises », dont certaines ont toutefois émergé comme grands intérêts capitalistes à part entière. Celles-ci, le plus souvent politiquement alliées au gouvernement Erdogan, comptaient sur lui pour maintenir des taux d'intérêt faibles. En dépit de leurs relatives divergences, ces deux secteurs de la classe capitaliste ont aussi des intérêts communs, qu'il s'agisse par exemple de leurs investissements dans le secteur industriel lié à l'exportation, ou de leur hostilité à la liberté d'association des travailleurs et au droit de grève. Si donc les nuances peuvent être assez fines entre ces milieux capitalistes turcs, une classification générale est possible sur la base d'une différence entre capitalistes de secteurs à forte intensité de capital et capitalistes des industries à forte intensité de main d'œuvre. On pourrait également proposer une distinction générale entre ceux qui disposent d'assez de capital pour accorder du prêt et ceux qui sont à la recherche de crédits bon marché. Par conséquent, malgré leurs priorités communes, il existe un terrain d'affrontement limité entre ces deux groupes de détenteurs de capital. Confronté à une crise économique inévitable, le gouvernement a dû faire un choix entre une inflation élevée ou un fort taux de chômage. À l'approche des élections

(devant avoir lieu au plus tard en juin 2023), le choix fut celui du taux d'inflation contre une possible augmentation du taux de chômage, avec la réduction continue des taux d'intérêts, destinés à la fois à stimuler l'économie et à soutenir les groupes capitalistes autour d'Erdogan, les uns et les autres convaincus que, l'emploi étant préservé, la perte de pouvoir d'achat susciterait moins de mécontentement au sein de sa base électorale.

Au cours des dix derniers mois, le gouvernement Erdogan tente une expérimentation économique : tout en maintenant la valeur de la livre turque [TL] à un faible niveau, le gouvernement a essayé d'aider les exportations tout en soutenant les producteurs qui cherchent à accroître leur production à partir de taux d'intérêts très bas, alors que le taux d'intérêt réel approche les 40 %. L'objectif principal était de soutenir les exportations et de substituer aux importations de nouveaux investissements productifs. Cependant, leur expérimentation, couplée à l'augmentation globale des prix a contribué à déclencher une hausse de l'inflation : officiellement de 70 %, mais selon l'ENAG, un organisme de recherche indépendant, l'inflation a atteint les 175 % annuel. Le pouvoir d'achat de la classe ouvrière a connu une forte baisse entraînant une pauvreté généralisée. En particulier, la difficulté d'accès aux céréales et autres produits alimentaires importés du fait de la guerre en Ukraine n'a fait qu'aggraver la situation pour la majorité des travailleurs. Le gouvernement s'en est trouvé contraint d'accroître le salaire minimum – d'habitude augmenté une fois par an seulement - une deuxième fois cette

année. Le nouveau salaire minimum est passé de 4 253 TL (242 euros) à 5 500 TL (313 euros), mais ni l'un ni l'autre de ces montants ne permet d'assurer des conditions d'existence normales. Il faut ici rappeler que la majorité des Turcs gagnent le salaire minimum pour une semaine de travail de 45 heures. Le salaire minimum est devenu quasiment le salaire moyen en Turquie.

Mais parallèlement, la politique d'Erdoğan consistant à orienter le capitalisme turc vers l'exportation est été conçue sur un terrain favorable, en particulier compte tenu de la restructuration des chaînes d'approvisionnement au sein du capitalisme global pendant la crise sanitaire. Cette politique de coûts de production bon marché en Turquie avec des taux de change faibles a, dans une certaine mesure, porté ses fruits. Même dans un contexte où l'Europe, principal marché d'exportation de la Turquie, n'a connu qu'une croissance de 0,3 % au premier trimestre, depuis bientôt un an, chaque mois, la Turquie bat son record d'exportation des mois précédents. En mai 2022, les exportations ont atteint les 19 milliard de dollars. À présent, les changements d'alliances dans la politique mondiale favorisent un peu plus encore cette tendance lorsque les chaînes d'approvisionnement s'orientent vers des ensembles de « partenaires stratégiques »

LE FRONT DE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE

TÜSIAD, a anticipé ce développement en lançant un avertissement au gouvernement : « à présent, les chaînes d'approvisionnement se déplacent vers des pays partageant des "valeurs" communes et le gouvernement doit se réorienter vers des alliances occidentales afin de tirer parti de ces changements dans les chaînes d'approvisionnement globales ». Cette déclaration intervint au cours de la querelle entre la Turquie et ses alliés au sein de l'OTAN, en particulier sur la question de l'intégration de la Suède et de la Finlande à l'OTAN. Erdoğan leur reprocha ouvertement leur « trahison » et leur comportement « antinational » avant de se ranger exactement au conseil qui venait de lui être adressé : après avoir fait jouer son bulletin de veto à l'OTAN, il signa un protocole d'accord avec la Suède et la Finlande. Il avait jusqu'alors accusé ces pays de soutien au « terrorisme » et demandé une aide à ses projets d'invasion du Kurdistan syrien afin d'établir une prétendue zone tampon de 30 km au Rojava

où des maisons seraient construites pour y accueillir des réfugiés. Aussi étrange que cela puisse paraître, bon nombre de gens en Turquie croient à ce projet d'Erdoğan comme un moyen d'accueillir des réfugiés en Turquie et également de modifier l'équilibre démographique du Kurdistan syrien. Bien entendu, ces 30 km sont aussi un enjeu de marchandage pour Erdoğan : avec ses alliés nationalistes, il est à la recherche d'atouts dans le cadre de ses négociations avec la Russie et les États-Unis afin de pouvoir lancer une opération d'invasion militaire.

La Suède et la Finlande n'étaient qu'un début. Début juillet, le premier ministre italien, Mario Draghi, était en visite en Turquie d'où il repartit la besace remplie d'accords signés sur quantités de sujets allant de la coopération militaire à la coopération diplomatique, de protocoles d'accords sur la protection civile à une entente sur la reconnaissance mutuelle des permis de conduire entre les deux pays. Au cours de leur rencontre, entre autres choses furent discuté une augmentation des échanges commerciaux devant atteindre les 30 milliards d'euros et un renforcement du transport routier entre les deux pays, préalable supplémentaire à l'accroissement du commerce avec la Turquie.

Il n'est en rien exagéré de dire qu'au cours des deux dernières décennies la Turquie est devenue l'un des principaux centres manufacturiers pour les capitalistes européens et désormais, avec la réorientation des chaînes d'approvisionnement et sa très faible monnaie, sa main d'œuvre bien formée mais inorganisée et à bas coûts, la Turquie est plus que jamais en passe de devenir une nouvelle Chine pour l'Europe. En dépit de ses divergences avec le gouvernement sur d'autres questions, même le TÜSIAD ne pourrait être plus heureux.

SUR LE FRONT INTÉRIEUR

Dans un contexte d'accroissement de la pauvreté, de perte de pouvoir d'achat et d'attaques militaires répétées au Kurdistan irakien et au Rojava, le gouvernement sait qu'il doit se montrer brutal face à toute expression publique de mécontentement. Il sait que laisser paraître le moindre signe de faiblesse fait courir le risque de voir la contestation se propager. D'où le fait que même les manifestations locales de travailleurs sur leur lieu de travail, pour des augmentations de salaires, sont violemment réprimées par la police.

Ces derniers mois, cependant, ces agressions de la police ont été accompagnées de descentes de nervis fascistes.

Au cours des violentes attaques contre la gay pride, l'encouragement fait aux groupes de l'extrême droite islamiste pour agresser les militantEs du mouvement LGBTI dans la rue, et le signalement sur les réseaux sociaux de diverses associations paramilitaires « civiles », fait aussi craindre à l'opposition qu'il pourrait s'agir là d'une sorte de stratégie pré-électorale. Et il semble bien que ces associations paramilitaires à peine masquées – et peut-on même dire, n'hésitant pas à faire leurs démonstrations de force au grand jour – visent l'intimidation et la paralysie de l'opposition toujours plus inquiète des conditions dans lesquelles ces élections auront lieu et le rôle qu'y jouera la violence de rue.

Le retardement de la crise en Turquie se fait sur le dos de la classe ouvrière dont la vie est toujours plus dure. Le gouvernement essaye, d'un côté, de réprimer toute opposition en terrifiant la société à coups d'arrestations, de violences policières, et en tentant de susciter une mobilisation nationale autour des guerres au Kurdistan irakien et au Rojava. Cette stratégie du pouvoir paraît donc assez claire : dissuader par la peur toute mobilisation oppositionnelle, tenter de mettre sur pieds une forme d'aide économique avec l'augmentation du salaire minimum et une amélioration marginale des retraites, pousser à des mobilisations nationalistes dans le pays sur la base de « victoires » extérieures, et diviser l'opposition avec la création d'une opposition néo-fasciste focalisée sur les réfugiés. Quant à elle, l'opposition venue de la bourgeoisie consiste à attendre les élections et à ne se livrer à aucune « provocation » jusqu'à l'issue du scrutin pour ensuite se débarrasser d'Erdoğan sans pour autant afficher de quelconques différences politiques entre son programme et celui d'Erdoğan.

Malheureusement, en l'absence d'une véritable alternative de gauche, même débarrassés d'Erdoğan, on ne voit toujours pas se profiler le programme politique devant permettre à la classe ouvrière d'améliorer ses conditions de travail et sa confiance en elle-même. □

Traduit par T M Labica

1) TÜSIAD (Türk sanayici ve isadamları derneği), association des hommes d'affaires et des industriels turcs et organisation patronale la plus influente de Turquie, également active dans le lobbying européen pour l'adhésion de la Turquie à l'UE (ndt).

Débats pour construire une gauche de combat

PAR ANTOINE LARRACHE

Les élections présidentielle et législatives ont éclairé les processus politiques en cours. L'extrême droite se fait plus menaçante que jamais depuis la Deuxième Guerre mondiale, la gauche est considérablement remodelée et le pouvoir classique de la bourgeoisie est en grande difficulté.

Le NPA a donc été à l'initiative d'un débat sur la nouvelle situation avec diverses organisations se situant sur le terrain de la lutte radicale contre le capitalisme. Nous avons reçu des contributions d'Ensemble !, de son courant Autogestion et émancipation, d'Ensemble insoumis devenu une organisation indépendante, la Gauche écosocialiste ; du regroupement Rejoignons-nous, de l'Union communiste libertaire et de Pour une écologie populaire et sociale. Nous avons également sollicité « On s'en mêle ». Vous trouverez également deux contributions du NPA. L'une de sa majorité, l'autre de sa principale minorité, la fraction L'Étincelle.

LE DÉBAT SUR LA « RECOMPOSITION DE LA GAUCHE »

Ce débat est vieux comme le mouvement ouvrier. Mais depuis la guerre, la tactique des révolutionnaires était résumée par la formule du Programme de transition « la crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire » qui signifiait la nécessité de gagner les masses trahies mais dirigées par le Parti communiste et les socialistes.

La chute de l'URSS et la contre-offensive libérale suivant les années 70 ont transformé la discussion. Ainsi, en 1988, la LCR indiquait, après la campagne Juquin, qu'il s'agissait d'un « test pour la possible affirmation d'une force anticapitaliste se fixant des objectifs allant bien au-delà de l'échéance électorale proprement dite. La LCR, pour sa part, souhaite que ce test soit positif... Pour nous, l'objectif est un nouveau Parti révolutionnaire à influence de masse ».

L'USURE DE LA GAUCHE INSTITUTIONNELLE ET LA FORMATION D'UNE NOUVELLE GAUCHE

La participation de l'ensemble de la gauche au gouvernement Jospin a changé la donne. Les thèses du congrès de la LCR de 2005 indiquent : « la perte d'influence et la grave crise de tous les partis de la gauche ex-plurielle ouvrent des conditions inédites pour avancer vers une nouvelle force anticapitaliste à influence de masse. En menant une politique indépendante, sans compromission avec les différents projets de collaboration de classe qui sont discutés aujourd'hui dans l'ex-gauche plurielle. Mais aussi une politique unitaire et ouverte. »

C'est sur cette base qu'a été construit le NPA. Mais c'est aussi en alternative à la gestion loyale du capitalisme qu'ont émergé le Front de gauche, puis la France insoumise, et d'autres organisations dans le monde. Le congrès du NPA de 2015 pointait ses désaccords : « Le Front de gauche et ses composantes défendent une alternative antilibérale et institutionnelle à l'intérieur du système capitaliste, et militent pour une nouvelle combinaison parlementaire à gauche avec EELV et le PS ou une partie du PS, en vue d'une nouvelle majorité de gauche et/ou font campagne pour la VI^e République. » Force est de constater que LFI a gagné son pari et a rassemblé les autres courants de gauche.

Autrement dit, la recomposition ne s'est pas déroulée comme notre courant l'espérait : sous le coup des attaques de la bourgeoisie, la perspective socialiste et révolutionnaire a été mise à mal ; le refus de la gestion du système est apparu comme un critère essentiel pour reconstruire une nouvelle gauche ; tandis que l'auto-activité de la classe s'est fortement réduite. Nous en sommes là. Le débat se poursuit donc, dans de nouvelles conditions ! □

Unifier notre classe et construire une force indépendante pour la rupture avec le capitalisme

PAR SANDRA CORMIER, POUR LA MAJORITÉ DU NPA

La séquence électorale confirme la profondeur de la crise politique et institutionnelle. L'instabilité, seule certitude à cette étape, ouvre toutes les possibilités, même les pires. L'opposition « socialisme ou barbarie », apparaît de plus en plus cruciale, dans le cadre d'un capitalisme pourrissant. Les révolutionnaires ont une responsabilité historique et doivent peser de toutes leurs forces pour modifier les conditions du rapport de force, nécessaire à la rupture avec le capitalisme. Combiner unification de notre classe et construction d'une force politique pour la transformation révolutionnaire de la société, regroupant les courants les plus déterminés, constituent un objectif impérieux.

Le champ politique est aujourd'hui organisé autour de trois principaux pôles qui

structurent la lutte de classes. Le courant libéral et autoritaire incarné par Macron, président mal élu

et illégitime a été désavoué dans les urnes. Sans majorité absolue, il est aujourd'hui en difficulté pour gouverner.

L'extrême-droite renforcée dispose, quant à elle, d'une représentativité parlementaire conséquente. La formation fascisante a étendu et ancré son implantation territoriale, fruit d'un processus long de captation d'une partie croissante de l'électorat populaire, basée sur une stratégie de dédiablement quasi-achevée. En optant pour un tournant autoritaire, une politique sécuritaire, raciste et islamophobe, la bourgeoisie en crise d'hégémonie a également banalisé le discours de l'extrême droite. C'est aujourd'hui le courant politique qui subit le moins les flux et reflux des rapports de forces politiques et qui dispose d'une grande stabilité électorale. Cette situation met désormais en danger le modèle même de la démocratie bourgeoise libérale et, très concrètement, la sécurité de l'ensemble du mouvement ouvrier et des opprimés. À gauche, l'émergence d'un pôle antilibéral se distingue, autour de la Nupes et plus particulièrement de la FI. Le vote Nupes est sans ambiguïté l'expression d'un réflexe d'autodéfense de classe, visible par sa sociologie et son implantation notamment dans les quartiers populaires. La Nupes, avec toutes ses limites, incarne pour des millions de travailleurEs, de jeunes, la rupture avec le néolibéralisme, la possibilité réelle de mettre un coup d'arrêt à l'offensive de la bourgeoisie et un espoir de changement.

Dans ce contexte, le bloc bourgeois autour de Macron, contraint de trouver une majorité, sera amené à chercher des alliés sur sa droite et à durcir encore sa politique, pour trouver toutes les solutions, même les pires. Cette instabilité est également renforcée par la désaffiliation croissante d'une partie de la jeunesse et des classes populaires avec la démocratie représentative. L'abstention devenue structurelle peut traduire un renoncement mais exprime aussi un rejet de la politique de la part d'une partie importante de notre camp social qui ne se sent plus représenté et qui ne pense plus qu'une élection peut changer la vie. L'instabilité, c'est aussi la confusion politique qui caractérise la période.

La porosité des électorsats – un tiers des électeurs de Mélenchon ont voté Le Pen au second tour – s'ajoute aux ambiguïtés politiques des récents mouvements (Gilets jaunes, mouvement anti-pass). Un confusionnisme qui indique un certain reflux de la conscience de classe et indique que

les colères peuvent se traduire dans des options politiques très différentes. La situation va donc être extrêmement mouvante et incertaine. Des mobilisations massives, unitaires et radicales contre l'inflation, pour les salaires, la protection sociale ou contre le dérèglement climatique, peuvent constituer des points d'appui pour faire plier le gouvernement. Mais la colère peut aussi être dévoyée et détournée au profit des forces les plus réactionnaires, voire fascistes en distillant une politique sécuritaire, raciste, islamophobe et sexiste, visant à diviser les travailleurEs. L'enjeu majeur est alors de tout tenter pour que la situation de crise politique qui va s'amplifier ne bénéficie pas à l'extrême droite.

UNIFIER NOTRE CAMP SOCIAL

Dans ce contexte quelles sont les tâches des anticapitalistes ? Comment être utile dans la période ? À gauche, toutes les coordonnées de la situation politique actuelle vont être amenées à se renforcer. La Nupes et surtout le groupe de la FI, principale force d'opposition à Macron, qui dispose d'une grande visibilité parlementaire, vont devenir incontournables. L'essentiel n'est pas tant l'attelage politique que constitue la NUPES, pour lequel nous ne nourrissons pas d'illusion, mais ce qu'il représente dans notre camp social, à savoir la possibilité de mettre un coup d'arrêt aux politiques néolibérales, climaticides et aux oppressions. Les scores faméliques de l'extrême gauche montrent que l'espace politique pour critiquer de l'extérieur est extrêmement rétréci. Une posture propagandiste et identitaire ne ferait que renforcer notre marginalité. Si nous voulons être utiles pour le prolétariat, maintenir une audience large, et conserver un lien avec notre camp social, il faut notamment continuer à développer une tactique unitaire en direction de la Nupes et principalement de la FI dont une partie des électeurEs s'est reconnue dans la campagne de Philippe Poutou. Face à Macron et à la progression dangereuse de l'extrême droite, il y a une urgence, celle d'unifier notre classe. Or, la partie la plus consciente de celle-ci est aujourd'hui polarisée par la Nupes, en particulier la FI. Nous devons donc rediscuter des éléments tactiques qui vont dominer la période et notamment les questions unitaires qui vont occuper une place centrale.

Dans ce cadre, les méthodes sont variables en fonction des situations locales, notamment du degré d'intégration de telle ou telle formation politique de la Nupes à la gestion du système. Cette démarche unitaire ne peut se faire qu'en indépendance totale du social-libéralisme par la construction de cadres d'action, de débats, de réflexions et par l'implication dans les parlements populaires là où c'est possible. Le meeting unitaire de la Bellevilloise, à l'initiative du NPA, est un exemple de ce que l'on peut initier. Nous avons également la responsabilité de travailler à reconstruire une conscience de classe par l'organisation, la mobilisation de millions de personnes. La FI, focalisée par les élections et la conquête de positions institutionnelles, n'a pas organisé à la base, dans les quartiers, sur les lieux de travail et d'étude, un front de résistance aux politiques néolibérales et à l'extrême droite, regroupant les millions de travailleurEs qu'elle a influencés. Avec l'ensemble de sa direction élue au Parlement, la pression institutionnelle va s'exercer encore plus fortement sur les cadres de la FI qui seront largement captés par les tâches parlementaires. Dans ce contexte, les militantEs anticapitalistes et révolutionnaires doivent peser de toutes leurs forces pour reconstruire les outils permettant de regrouper notre camp social afin de l'armer pour mener les bagarres à venir, à commencer par celle des retraites. Cela passe concrètement par une implantation dans le travail de masse, la reconstruction de structures syndicales, l'animation de collectifs, souvent en décomposition. Mais également la construction des mobilisations de masses et unitaires sur les terrains de l'écosocialisme, du féminisme, de l'antiracisme en s'appuyant sur la dynamique unitaire sortie des urnes.

CONSTRUIRE UNE FORCE INDÉPENDANTE POUR LA RUPTURE AVEC LE CAPITALISME

Ces éléments tactiques sont cependant indissociables des questions stratégiques. Il est indispensable de discuter des moyens de renverser le capitalisme. La FI est un regroupement réformiste au fonctionnement gazeux,





non démocratique et organisé autour d'un chef omniprésent dont l'objectif est de ripoliner la République par un changement institutionnel.

LA NUPES, UNE FORMATION NON STABILISÉE DONT LE DEVENIR RESTE INCERTAIN

Le fil conducteur du NPA reste la construction d'une force anticapitaliste indépendante pour la transformation révolutionnaire de la société avec des délimitations claires sur le rapport à l'État et aux institutions. L'affrontement avec le pouvoir d'État et la classe dominante sont des éléments décisifs d'une stratégie révolutionnaire, ainsi que la combinaison de grèves de masse et de processus d'auto-organisation montrant le chemin vers la prise du pouvoir par les exploités et les opprimés. Nous devons donc combiner le travail unitaire et la perspective de la construction d'une force politique démocratique, représentant les intérêts matériels des exploités et des opprimés pour libérer la société du capitalisme.

Ces dernières années ont été marquées par des mobilisations parfois massives et/ou radicales contre les violences d'État et du capital, contre le racisme

et les violences policières, les violences sexistes et sexuelles, les lois liberticides, le changement climatique et les projets inutiles et destructeurs. Toutes ces luttes, y compris le mouvement des Gilets jaunes, pourtant caractérisé par une forte radicalité et une longévité importante, se sont heurtées à la logique d'un État organisé pour faire régner l'ordre capitaliste. L'absence de projet politique alternatif au capitalisme et d'une organisation représentant les exploités et les opprimés portant un programme de rupture constituent les raisons essentielles de la difficulté pour le mouvement social à dépasser le stade de la colère. On ne doit pas en effet se contenter de batailles pied à pied pour les revendications ou de gérer la défense individuelle des salariés, nous avons besoin d'organiser un affrontement global, un mouvement d'ensemble du monde du travail et de la jeunesse.

Il y a urgence, si nous ne voulons pas sombrer dans la barbarie du capitalisme en décomposition. Le NPA ne peut à lui seul incarner cette organisation. Il s'adresse aux courants les plus déterminés à défendre jusqu'au bout une rupture avec le capitalisme, aux millions de travailleurEs et de jeunes qui se sont reconnus dans la Nupes, des syndicalistes et des militantEs

associatifs combatifs et qui n'ont pas tranché le débat stratégique, réforme ou révolution. Il ne s'agit pas d'ajouter des organisations, mais de mener une bataille pour que l'anticapitalisme et la perspective révolutionnaire deviennent majoritaires dans notre camp social afin d'œuvrer à des regroupements. Ce regroupement devra être identifié par des marqueurs clairs qui, sans être des obstacles au travail unitaire, constituent des désaccords majeurs avec les réformistes, comme le rapport à l'État et notamment la nature des forces de répression comme la police ou l'armée, le rapport à l'impérialisme et à l'internationalisme, aux oppressions et l'importance des luttes et de auto-organisation face à l'action parlementaire. C'est autour de ces divergences avec les réformistes que nous pourrions travailler, dans le cadre du front unique, à faire progresser la conscience de classe et avancer dans la construction d'une force indépendante pour la rupture avec le capitalisme. □



Pour une extrême gauche de combat !

PAR RAPHAËL PRESTON, POUR LA FRACTION L'ÉTINCELLE DU NPA

La fraction l'Étincelle du NPA est la principale minorité de l'organisation. Elle s'exprime à ce titre dans le débat actuel sur la recomposition du mouvement ouvrier.

L'envahissement de la résidence et du secrétariat présidentiels au Sri Lanka, la grève générale en préparation au Panama, deux événements de la seule journée du 9 juillet, viennent nous rappeler que les chocs sociaux sont loin d'avoir été étouffés sur le globe, malgré deux ans de pandémie, en particulier depuis les révolutions arabes de 2011, elles-mêmes rejetons de la crise financière globale de 2008. Quel parti et comment le construire, pour les révolutionnaires ? C'est dans l'anticipation et la préparation de tels événements que

la question se pose selon nous. Celle de la construction de l'outil indispensable pour que les explosions révolutionnaires aient une chance de ne pas être dévoyées ou simplement réprimées, mais en vue du futur pouvoir des exploités.

Objectif ambitieux certes, qui dépend d'une situation objective qu'on ne peut pas prévoir, mais aussi d'un volontarisme militant anticipateur. Combien de révoltes récentes ont-elles tourné court, détournées et enterrées par des politiciens dits démocrates dont de gauche, ou par une extrême droite (islamiste par

exemple après le Printemps arabe), faute d'une organisation et d'une politique indépendantes, de classe, du prolétariat ? Des affrontements sociaux majeurs sont devant nous en France, mais pas loin, non seulement parce que la situation s'y aggrave pour les classes populaires, mais parce que notre situation est étroitement liée à celle du reste du monde. La bourgeoisie sait qu'il lui faudra affronter le monde du travail, même si elle compte probablement encore sur son arsenal de partis qui tentent d'endormir les travailleurs.

FACE À L'EXTRÊME-DROITE, DES RACCOURCIS ?

L'abstention toujours plus massive dans les quartiers populaires et la jeunesse nous rappelle que le thermomètre électoral est sévèrement déformé, mais le constat demeure, alarmant, de la prévalence des bulletins de vote en faveur du RN, plus largement de partis et figures réactionnaires dans certaines couches de la classe ouvrière. Et nous ne pouvons pas perdre de vue que la responsabilité politique en revient en grande partie à la gauche institutionnelle (dont Macron lui-même est issu), à l'écœurement que sa politique anti ouvrière a provoqué et qui a marqué les consciences.

Les recompositions en cours entre la droite extrême et l'extrême-droite sont un des symptômes d'une possible arrivée au pouvoir de l'extrême droite, même « aseptisée »... si la bourgeoisie en sentait le besoin. Face à ce danger dont nous voyons aujourd'hui de timides prémices, il s'agirait de regrouper le plus largement les forces politiques et syndicales prêtes à réagir contre toute menace de type pré-fasciste. Cette exigence de front unique n'est pas obsolète.

Mais l'essentiel du combat contre l'extrême-droite telle qu'elle est aujourd'hui n'est pas là. Nous ne sommes pas encore face à des forces militantes organisées. Tout reste bien instable pour cette extrême droite... comme pour nous ! La spectaculaire bascule, à la Guadeloupe par exemple, entre la majorité pour Mélenchon au premier tour de la présidentielle et celle pour Le Pen au second, en est une illustration. L'enjeu est d'arracher des fractions des classes populaires à cette influence politique. Très sincèrement, le folklore antifa n'y pourra rien. Nous ne serons pas davantage sauvés par une gauche nationaliste, dont le souverainisme et le « produisons français » font au contraire le lit de l'extrême droite.

Il s'agit donc de mener une lutte politique pour démontrer la proximité du RN avec les intérêts patronaux – sans loper la dénonciation du racisme qui structure sa propagande. Mais pas seulement.

NOTRE FORCE, CELLE DE NOS PERSPECTIVES RÉVOLUTIONNAIRES !

C'est en positif que les révolutionnaires doivent tenter d'offrir une voie de classe, par l'affirmation d'une perspective politique de renversement du système

capitaliste. Impossible ? Hors sol ? Inimaginable sans passer par on ne sait quelle médiation d'un « parti large » ou « unitaire », par regroupement avec des formations dites de « gauche de combat » ? Mais où sont-elles ? Ne sont-elles pas totalement fantasmées ? Les tentatives récentes (prenons l'exemple de la GA en 2012) ont abouti à des formations bien plus étroites et inefficaces que les partis révolutionnaires existants (le NPA ou Lutte Ouvrière), ou ont conduit une partie de leurs membres à grossir les flancs ou les rangs de la gauche dite réformiste. Et pourquoi renoncer à l'affirmation d'une politique révolutionnaire, c'est-à-dire subversive, alors que la campagne présidentielle de Philippe Poutou a su l'incarner avec quelque succès auprès de jeunes et de travailleurs ? Ce n'était qu'une campagne électorale, mais campagne politique néanmoins. En rupture affichée avec toutes les solutions bourgeoises, dont de gauche ! Est-ce qu'un simple petit score, ou un simple coup de vent éphémère en faveur de Mélenchon au premier tour de la présidentielle, ont pu faire s'envoler la conviction qu'il fallait persévérer dans ce sens ? Jusqu'à faire volte-face et tenter de s'engager avec la Nupes ? Et à défaut d'y être admis, la soutenir, parler à l'occasion d'un « vote de classe » et laisser miroiter un regroupement du côté du mythe d'une « gauche de combat » ? (Quelle gauche aujourd'hui propose un combat, si ce n'est sous les lambris du Palais Bourbon et/ou à la présidence de la Commission des finances ?).

Il faudrait redonner un peu d'espoir, dans le but de « mettre en mouvement », nous disent les camarades de la majorité. Mais la volonté de la FI n'est pas de « mettre en mouvement ». Au contraire même : lorsqu'elle s'adresse à un milieu syndical démoralisé, c'est pour lui promettre « *d'économiser des kilomètres de manifestations* ». Il faudrait « peser sur les recompositions à gauche » nous dit-on encore. Le NPA serait trop faible pour jouer le moindre rôle dans la lutte des classes, mais assez fort pour espérer peser sur les appareils de la gauche ragaillardis par leurs (très) relatifs succès électoraux ? Par quel miracle, sans rapport de force, en abdiquant précisément les perspectives révolutionnaires qui font notre force ? Perspectives qu'un Mélenchon et tous les siens précisément tentent de miner, ce qui ne pourra pas longtemps faire illusion.

Les résultats de Mélenchon au premier tour de l'élection présidentielle ont certes montré qu'il existe un milieu large qui formule un rejet de Macron sur la gauche. C'est la bonne nouvelle de ce scrutin. Il était donc juste d'engager un dialogue avec ce milieu, mais certainement pas en se laissant enfermer dans le cadre volontairement verrouillé par la FI autour des seules législatives – qui n'a débouché sur aucune dynamique, même simplement électorale après l'échec prévisible de la farce « Mélenchon Premier ministre ».

UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE, CE SERA AUTOUR D'UN PROGRAMME POUR LES LUTTES SOCIALES ET POLITIQUES

Nous pouvons et devons miser sur les luttes et explosions sociales qui nous attendent. Pas seulement parce que des mouvements en soi nous seraient favorables. Ils pourraient l'être jusqu'à un certain point à l'extrême droite (comme elle a tenté de surfer sur celui des Gilets jaunes), ou rester entre les mains de directions syndicales qui tenteraient d'en détruire tous les ferments révolutionnaires (comme en Juin 36). Nous devons avoir la perspective de luttes qui deviennent un fait politique, par leur contagion et extension nationale, mais aussi et surtout par la capacité des travailleurs de diriger eux-mêmes leurs luttes. Les organes de direction des luttes, comités de grèves, coordinations de ceux-ci ou autres formes issues des luttes elles-mêmes, devenant des organes de double-pouvoir contestant celui de la bourgeoisie. C'est cette politique offensive qui pourrait rallier, dans un contexte de montée et de politisation des luttes, tous les déçus du réformisme politique et syndical.

Les syndicats sont des organismes de temps de paix sociale, où palabres et négociations prétendent marchander le salaire et les conditions de travail. Il n'est certes pas question pour les militants révolutionnaires de les désertier. Mais c'est d'une autre façon qu'il faut préparer le temps de guerre sociale. Il faut saisir ce qui, dans l'air du temps, coïncide avec ces perspectives qui sont les nôtres : ces formes d'organisation à la base qui ont surgi comme fruit du rejet des organisations constituées. Occupation des places, « Nuits debout »,





ronds-points des Gilets jaunes, Collectif inter-urgences puis inter-hôpitaux, coordinations de cheminots : la période depuis 2016 a été riche en formes d'organisation en dehors des appareils. Si la méfiance qu'elles traduisent n'épargne pas les organisations révolutionnaires, elle ouvre néanmoins des possibilités, en cas de mouvement, pour renouer avec les traditions trotskystes de « comités de grève », centrales dans *Le programme de Transition*.

Ce genre d'initiatives et leur nécessaire coordination pour qu'elles deviennent un fait politique national ne relèvent pas de la spontanéité des luttes. Elles ne peuvent être que l'aboutissement d'une politique volontariste et coordonnée d'un parti qui en fait son objectif principal et qui, pour se faire, se donne les moyens d'une implantation dans le monde du travail.

L'EXTRÊME-GAUCHE, LA SEULE DE COMBAT !

Un courant qui existe, une campagne Poutou qui a attiré des milliers de jeunes, la permanence d'un électorat non négligeable de Lutte Ouvrière aux législatives, des porte-paroles reconnus, une présence dans des combats

sociaux et politiques... On ne part pas de rien. À l'actif de l'extrême gauche, il y a aussi ces choix politiques sur lesquels ses différents courants se sont retrouvés : contre l'union nationale à l'occasion des attentats de 2015, en défense des migrants et réfugiés, en soutien à la Palestine, en dénonciation de la gestion bourgeoise de la crise sanitaire, contre le racisme d'État, contre la guerre en Ukraine et ce qu'elle véhicule de militarisation impérialiste. Autant d'épisodes politiques dans lesquels LO et le NPA (et quelques autres groupes révolutionnaires) se sont distingués de la « gauche » plus ou moins radicale, à juste titre et dans le bon sens. Et aujourd'hui s'amorce une situation sociale qui ne sera pas de tout repos pour la bourgeoisie. Les grèves se multiplient sur les salaires, des formes d'organisations bien plus radicales que les assemblées populaires de la FI institutionnelle devraient être à notre ordre du jour : comités de grèves pour les 400 ou 500 euros, comités de quartiers contre la vie chère, etc. À condition que nous sachions saisir les possibilités réelles. À condition que toutes ensemble, les fractions du futur parti révolutionnaire à construire (dont celles du NPA), nous sachions avancer dans le même sens et conjuguer nos talents.

Ce capital commun ne fait pas un parti à lui seul. La simple juxtaposition de nos forces militantes actuelles est loin d'être suffisante. Le dépassement – ou plutôt le surpassement – nécessaire du NPA réside dans le choix de ce cap résolument révolutionnaire pour une extrême gauche de combat. Pour ce faire, il va falloir concrétiser notre programme et lui trouver des formulations populaires (travail entamé dans le bon sens par « Poutou 2022 »), gagner aux idées communistes une jeunesse politisée par les combats féministes, antiracistes, écologistes en approfondissant nos analyses sur ces questions, et surtout nous implanter dans le monde du travail à la faveur de tout événement qui le facilite – comme la vague de grèves actuelles sur les salaires, certes dispersée mais nombreuse.

Un plan de travail peut-être exigeant, mais éminemment politique. □



Construire ensemble une nouvelle organisation politique

PAR REJOIGNONS-NOUS

Après une période politique principalement marquée par les campagnes électorales, on ne peut que se réjouir que la gauche ait retrouvé des couleurs à l'Assemblée nationale et dans les médias. Mais ce qui ressort principalement de ces élections, c'est un pouvoir encore plus réactionnaire et autoritaire, une extrême-droite à un niveau dangereusement haut et une abstention record aux élections législatives dans les quartiers et zones rurales populaires, malgré un fort enjeu à gauche mis en avant par les partis de la Nouvelle Union populaire écologique et

sociale (NUPES) et un Rassemblement national (RN) absent de la campagne. Si la NUPES a pu contribuer à redonner de l'espoir à certainEs au sein de notre camp, le rapport de force continue de nous être très défavorable et la catastrophe politique, sociale et écologique est toujours en marche. Les salaires n'augmentent pas ; les prix grimpent en flèche. Les dérèglements écologiques continuent de causer des désastres, liés notamment à des hausses de températures inégales au niveau mondial, et favorisent l'émergence de nouvelles épidémies. Une vague réactionnaire,

*« Don't agonize, organize ! »
- Florynce Rae « Flo » Kennedy*

autoritaire, raciste et sexiste déferle sur les pays riches. L'invasion russe de l'Ukraine démontre une fois de plus la logique meurtrière de l'impérialisme, la dépendance du capitalisme aux énergies fossiles, et la faiblesse du mouvement internationaliste au niveau mondial.

UN PÔLE RÉVOLUTIONNAIRE ET RÉELLEMENT POPULAIRE AU SEIN DE LA GAUCHE

Pourtant, une grande partie des classes populaires, en particulier les plus jeunes, est convaincue de la nécessité

de changements profonds. On les retrouve nombreuses et nombreux dans des mobilisations sociales, écologiques, antiracistes et féministes. Dans les quartiers, quand un jeune se fait tuer par la police. Dans les manifs climats, dans les syndicats, sur les ronds-points. Mais très peu dans les partis politiques. Nous pensons que la situation nous oblige à nous organiser davantage et à construire un nouveau projet politique. Le poids de l'extrême droite et des libéraux réactionnaires, l'ampleur des catastrophes écologiques en cours, l'attente de démocratie et d'auto-organisation des nouvelles générations nécessitent de faire entendre une autre voix. Une voix qui porterait fièrement un horizon alternatif à ce système. Une voix qui serait riche de toutes les voix de celles et ceux que les partis politiques oublient une fois les élections passées. Pour cela, nous avons besoin d'une nouvelle organisation politique. Une organisation construite par et pour les premierEs concernéEs. Une organisation qui prenne à cœur de construire une nouvelle culture politique avec toutes celles et ceux qui la rejoignent, une culture commune capable de se rendre perméable à ce qui l'entoure. Une organisation dans laquelle on élabore collectivement une stratégie et des propositions qui répondent aux aspirations populaires, contribuent au développement de perspectives politiques radicales au sein du mouvement social, et qui permettent qu'ensemble, fortEs de nos expériences militantes et pratiques sociales diverses, nous puissions dessiner un nouveau projet global, transversal, radical et concret pour rompre avec le système capitaliste, colonial, écocide, patriarcal et raciste. Une organisation ancrée dans le quotidien, dans les luttes, et qui, sans courir après les élections, prenne la question électorale et des alliances au sérieux et soit capable de constituer un pôle révolutionnaire et réellement populaire au sein de la gauche.

Dans les collectifs féministes, dans les quartiers, se sont construites de multiples cultures communes, des pratiques nouvelles. La manière dont un collectif conçoit et construit sa culture commune, c'est une question à laquelle, à Rejoignons-nous, nous avons consacré une grande part de nos échanges, réflexions, activités et rencontres depuis deux ans. Que nos histoires militantes soient celles des partis ou d'autres

collectifs de lutte, nous avons partagé le constat que sur cette question essentielle pour construire un outil commun, aucune organisation politique actuelle n'avait réussi à créer un espace inclusif, des modes de fonctionnement qui ne reproduisaient pas les schémas de domination de la société. Ainsi, après le mouvement #MeToo, après les collectifs comme Nous Toutes, la Coordination féministe ou tant d'autres partout dans le monde, les dernières semaines nous ont montré à nouveau qu'aucune organisation politique n'a été capable de remettre profondément en cause sa culture patriarcale et ses modes de fonctionnement. Ce sont ces mêmes organisations qui prétendent « s'adresser » aux quartiers populaires alors qu'aucune ne veut « faire » avec les militantEs des quartiers populaires. Celles et ceux qui s'étaient mobiliséEs comme nulle part ailleurs pour Jean-Luc Mélenchon lors de l'élection présidentielle ont été immédiatement écartéEs lorsqu'il s'est agi de se répartir les places pour les élections législatives. Mais ce n'est évidemment pas qu'une question de propositions ou de places aux élections. Ce sont toutes les pratiques des anciennes cultures politiques verticales et excluantes, élitistes et électoralistes qu'il faut remettre en question si l'on veut – et c'est un enjeu majeur – construire une organisation par et pour les premierEs concernéEs par toutes les formes d'injustice, d'exploitation et d'oppression.

ÉGALITÉ !

Nous savons ce qui nous rassemble : l'analyse que le système actuel engendre nécessairement des catastrophes environnementales et sociales et menace concrètement les vies de millions d'habitantEs sur la planète, qu'il concentre les richesses et le pouvoir entre les mains de quelques-unEs et qu'il ne survit que grâce à la domination impérialiste et à l'exploitation de celles et ceux qui n'ont que leur force de travail pour vivre, qu'il utilise et renforce les oppressions et discriminations contre les femmes, les personnes LGBTQI+, contre celles et ceux qui n'ont pas le « privilège » d'être blanchEs. Nous voulons mettre fin à ce système et construire une organisation et un projet qui mettront au centre les questions d'égalité – de toutes les égalités –, de justice, d'écologie et de démocratie, qui ne fermeront pas

les yeux sur l'impérialisme français, qui n'auront pas peur de défendre le contrôle des salariéEs dans l'entreprise et l'autogestion dans tous les domaines de la vie et des mesures radicales pour mettre fin aux discriminations, aux oppressions et aux violences faites aux femmes et aux personnes raciséEs.

Dans le cadre de Rejoignons-nous, nous avons commencé depuis 2020 à rassembler des personnes issues d'horizons politiques divers, toutEs convaincues de la nécessité de construire un nouveau projet politique révolutionnaire, non sectaire et populaire. Nous avons également commencé à mettre en œuvre des initiatives (des formations, rencontres et campagnes permanentes notamment) et à échanger avec d'autres espaces politiques et possibles partenaires partageant la même visée, et notamment le NPA. Dès maintenant, nous proposons à toutes celles et ceux qui se retrouvent dans un tel projet de se rejoindre pour le construire ensemble. Nous remercions le NPA de nous avoir ouvert ses colonnes et pour votre invitation à participer à votre université d'été. Dès la rentrée, nous vous proposerons à notre tour de participer, avec d'autres, à une rencontre publique autour des questions que nous avons développées dans ce texte. Et dès l'automne, nous proposons de lancer avec toutes celles et ceux qui le souhaitent un processus public de construction d'une nouvelle organisation politique.

Nous savons que lors de ces élections nous n'avons fait que gagner du temps face au fascisme qui monte, car l'extrême-droite est encore plus puissante et ses idées ont gangrené une grande partie du spectre de la politique institutionnelle et des grands médias, car le système capitaliste, écocide, patriarcal et raciste exacerbe les haines et les violences. Nous savons que le temps presse face aux catastrophes climatiques qui s'annoncent, aux guerres, au désastre social qui s'aggrave chaque jour un peu plus, au racisme qui gagne du terrain.

Nous n'avons plus le temps d'attendre. Rejoignons-nous ! □

(Les intertitres sont de la rédaction)

 rejoignons-nous

Face à un changement majeur de la situation politique

PAR FRANCIS SITEL, POUR ENSEMBLE !

La longue séquence électorale qui vient de se clore débouche sur un changement politique majeur. Certes Macron obtient un second mandat, mais l'ampleur de l'abstention et le fait qu'il s'est agi plus d'un vote de rejet de son adversaire que de soutien à sa candidature diminuent grandement sa légitimité.

Ce que les élections législatives ont confirmé de manière spectaculaire. Pour la première fois sous la V^e République, le parti présidentiel se voit privé d'une majorité lui donnant les mains libres pour concrétiser ses projets. C'est un désaveu du macronisme. Et l'entrée dans une période de grande instabilité.

L'élément le plus inquiétant est la force acquise par l'extrême droite. Jamais celle-ci n'a atteint de tels scores, d'abord à la présidentielle, ensuite et de manière imprévisible aux législatives. Avec un groupe parlementaire de 89 députés, une implantation dans de nouveaux territoires, un « front républicain » à présent explosé, le RN est en voie de notabilisation et va être reconnu comme un acteur majeur de la vie politique. Ne nous y trompons pas : la voie de l'accès au pouvoir lui est à présent ouverte !

Sauf à entretenir l'illusion que cette extrême droite n'est plus l'extrême droite, il faut voir qu'il y a péril en la demeure, et que notre camp social est confronté à un défi redoutable.

L'EXISTENCE DE LA NUPES REPRÉSENTE UN ESPOIR POUR LE PEUPLE DE GAUCHE.

Après l'échec des différentes tentatives unitaires de traduire la forte aspiration au rassemblement, la formation et la dynamique de la NUPES ont été rendues possibles par le score de Mélenchon au premier tour de la présidentielle et à la politique mise en œuvre par la FI ensuite. Même si la situation reste loin d'être stabilisée cela traduit une clarification majeure à gauche, celle-ci se trouvant désormais polarisée par une orientation antilibérale et antiproductiviste.

Le Parlement national de la NUPES, ouvert à des composantes politiques et à des actrices et acteurs du mouvement social, modifie positivement la donne politique telle qu'établie depuis 2017. Ce pourquoi notre organisation a demandé à participer aux activités de la NUPES.

Nous souhaitons que se mettent en place des assemblées populaires citoyennes ou toute autre forme de structures unitaires locales, comme les Parlements locaux par exemple. Il s'agit de développer la dynamique populaire, unitaire, citoyenne, en renforçant les liens avec les militantes et militants issus des mouvements sociaux et citoyens. Avec l'ambition de permettre le succès d'une alternative sociale, écologiste, démocratique, féministe et antiraciste !

Pour constituer une alliance durable, une force politique de solidarité et d'émancipation encourageant et stimulant les luttes à venir, il faut renforcer la crédibilité des propositions inscrites dans le programme de la NUPES. C'est ainsi qu'il sera possible de regagner à la participation politique la moitié des sympathisants de gauche ou écologistes qui ne se rendent plus aux urnes. Il s'agit de montrer que les mesures de ce programme sont, non seulement souhaitables, mais aussi possibles. En effet, le recul des forces de gauche et du mouvement ouvrier ces dernières années, tant sur le plan des luttes que sur le plan idéologique, a semé le doute sur ces questions.

Pour se développer et gagner en crédibilité et en cohésion dans les prochaines années, la NUPES doit, tout en respectant l'autonomie de chacune des forces politiques qui la composent, se positionner comme un rassemblement prêt à gouverner pour mener

une politique de transformation sociale, écologique et démocratique. Elle doit pour cela mettre en chantier ce qui constituerait les objectifs politiques, les mesures immédiates, la stratégie de gouvernement et le projet commun qui peuvent permettre de construire une majorité dans le pays. La profondeur de la crise politique, qui s'accompagne d'une crise institutionnelle rampante, peut entraîner des accélérations dans les prochains mois et les prochaines années et ouvrir des possibilités nouvelles.

Nous pensons qu'il nous faut également en tant que mouvement continuer à mettre en débat des propositions qui ne se limitent pas au programme partagé de gouvernement de la NUPES, et qui sont portées par l'action des collectifs du mouvement, par exemple la solidarité avec l'Ukraine, celle avec les migrants, les interventions aux côtés des chômeurs et précaires...

Nous voulons aussi relancer une discussion autour de la construction d'un Front uni contre les idées des extrêmes droites fascistes qui soutiendrait les initiatives et les campagnes politiques et culturelles indispensables.

AVEC LA NUPES, UN FRONT DES MOUVEMENTS SOCIAUX, CITOYENS ET POLITIQUES

Au-delà des élections du printemps 2022, il est essentiel que se stabilise une alliance ou un front politique durable, capable de redonner de l'espoir et du sens à une alternative globale face au gouvernement et à la domination capitaliste.

C'est ainsi que pourrait se constituer un lien entre les luttes sociales, écologiques, démocratiques et les forces politiques unies, ce qui favoriserait une dynamique offensive. Des actions

communes (associations, syndicats, forces politiques) avaient été organisées durant le premier quinquennat Macron : loi sécurité globale, défense des libertés, mobilisation contre l'extrême-droite, luttes antiracistes, luttes féministes. Mais elles restaient partielles et sans perspective générale ou commune. Si la NUPES se maintient, si elle se développe sur tout le territoire, avec des espaces démocratiques ouverts, il devrait être possible d'aller plus loin. La participation des collectifs citoyens qui ont émergé, sous des

formes diverses, ces dernières années est évidemment essentielle, localement et nationalement.

L'objectif pourrait être de construire des espaces de dialogue et d'action (pour un Front social, écologique et politique), entre les organisations du mouvement social et écologique, les syndicats, les associations de luttes et la coalition NUPES, sur des enjeux stratégiques : bifurcation et planification écologique, nouvelles conquêtes sociales, mutations dans le travail, émancipation collective contre toutes

les dominations, droits universels. Les mois qui viennent vont être dominés par de multiples crises, et par des attaques d'ampleur contre les classes populaires, le salariat et la jeunesse. À la gauche, et au sein de celle-ci aux forces les plus déterminées d'être à la hauteur de leurs responsabilités : œuvrer à la résistance et porter une alternative aux politiques de la classe dirigeante. □



La gauche alternative doit devenir une force politique !

PAR LE COURANT D'ENSEMBLE ! AUTOGESTION ET ÉMANCIPATION

La longue séquence électorale qui vient de se clore débouche sur un changement politique majeur. Certes Macron obtient un second mandat, mais l'ampleur de l'abstention et le fait qu'il s'est agi plus d'un vote de rejet de son adversaire que de soutien à sa candidature diminuent grandement sa légitimité.

La crise globale et multidimensionnelle du capitalisme est toujours là : sociale et économique, accentuée par la pandémie du Covid et les effets de la guerre en Ukraine ; écolo-climatique, aggravée par l'accentuation de la menace climatique comme l'a confirmé le dernier rapport du GIEC ; démocratique, exprimée par la crise de la démocratie représentative et l'abstentionnisme jeune et populaire très élevé ; géostratégique enfin dans un monde multipolaire, chaotique, fait de rivalités inter-impérialistes maintenues et remettant en cause la domination pluriséculaire des pays riches sur la planète.

La crise sociale et économique renforce les phénomènes spéculatifs, l'aggravation des conditions de vie des populations et la menace de nouvelles régressions sociales et austéritaires programmées par les pouvoirs en place (retraites, chantage à la dette).

La crise écolo-climatique devient un enjeu brûlant avec l'incapacité des États à y apporter la moindre solution, ce qui est dénoncé dans les mobilisations, notamment par la jeunesse.

La crise géostratégique est alimentée

par l'offensive de l'impérialisme russe en Ukraine, après d'autres agressions comme en Syrie, avec comme conséquences indirectes le renforcement de l'OTAN en Europe baltique et nordique, et les menaces de famine pour les populations d'Afrique du Nord et du Proche-Orient.

Globalement, le rapport de forces mondial reste largement défavorable aux dominés et aux opprimés, les menaces des États autoritaires voire fascistes demeurent fortes dans différentes régions du monde.

Le coup d'arrêt donné par la pandémie Covid au nouveau cycle de soulèvements populaires et d'amorces de processus révolutionnaires commencé en 2010/2011 n'a pas été surmonté. Cependant les changements au Chili et en Colombie plus récemment sont importants.

La confirmation d'une conscience écologique mondiale, comme l'existence d'une révolution féministe mondiale – qui suscite une réaction très inquiétante aux États-Unis – demeurent des éléments majeurs d'une situation certes dégradée, mais contradictoire et non dénuée de points d'appui pour une contre-offensive.

L'AGRESSION IMPÉRIALISTE RUSSE EN UKRAÏNE EST UN ÉVÉNEMENT MAJEUR À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE ET MONDIALE

Ses conséquences à terme ne sont pas toutes identifiables aujourd'hui. Cette agression s'inscrit dans une continuité de l'impérialisme russe (Tchéchénie, Géorgie, Syrie) et dans un contexte colonial contre une nation opprimée, ce qui explique pour une large part, après les révolutions démocratiques de 2004 puis de 2014 (Maidan), la force et l'enracinement populaire de la résistance ukrainienne. La guerre en Ukraine ne relève pas d'un conflit inter-impérialiste, contrairement à ce qui a pu se dire dans une partie de la gauche.

Cette fausse symétrie aboutit à inventer deux « belligérants », conduit à nier ou minimiser la réalité de l'agression russe et l'existence d'un agresseur et d'un agressé, et au final à refuser au peuple ukrainien l'exercice de son droit à l'autodétermination et à l'autodéfense.





La constitution du réseau européen de solidarité (RESU/ENSU) est un acquis majeur qui a permis à l'échelle européenne de coaliser diverses forces, d'exprimer clairement le soutien à la résistance armée et non-armée, à travers des initiatives de solidarité par le bas et la jonction avec les réseaux citoyens, associatifs, féministes et syndicaux en Ukraine. Les réseaux altermondialistes, des réseaux syndicaux, la commission internationale d'Ensemble ! et la IV^e Internationale ont joué un rôle important dans l'impulsion de ce réseau.

La difficulté à élargir la solidarité avec la résistance ukrainienne est liée aux fractures à gauche, en France, en Europe, dans le monde. La résurgence d'un pacifisme intégral et de divers campismes aboutissant à abandonner le peuple ukrainien à son sort – comme ce fut le cas en Syrie en 2016 – est à la fois un symptôme de la crise du projet à gauche et un accélérateur de ces fractures.

Cette difficulté rencontrée est aussi alimentée par la complexité de l'articulation nécessaire entre notre soutien à une résistance armée d'une part et d'autre part notre refus maintenu de toute logique des blocs, de l'OTAN, de la militarisation des sociétés et des esprits à l'œuvre à travers la remilitarisation de nombreux États européens sans lien aucun avec le soutien à l'Ukraine. Dans le même sens, la poursuite par les États-Unis de leur propre agenda impérialiste obscurcit les enjeux et rend plus difficile l'élargissement de la solidarité.

La guerre en Ukraine est à la fois un révélateur et un amplificateur de la crise géostratégique. Elle pose également et indirectement plusieurs questions majeures : Quelle Europe voulons-nous ? De quelle architecture mondiale avons-nous besoin aujourd'hui ?

La première question renvoie au vide laissé par l'absence de prolongement donné au Forum social européen après les diverses éditions du FSE dans les années 2000. Jamais un tel espace de rencontres, de réflexions et d'élaborations alternatives à partir des luttes et des problèmes rencontrés n'a été aussi nécessaire. Comment reprendre l'initiative dans ce sens ?

La seconde question pose le problème de la nécessaire, mais impossible, refondation du fonctionnement de l'ONU et des réflexions amorcées dans le mouvement altermondialiste sur une nouvelle

architecture mondiale pour la paix, la solidarité et le développement, dans une optique de démocratie active, de partage des richesses et d'alter-développement. Là-aussi, comment reprendre l'initiative ?

UNE NOUVELLE SITUATION POLITIQUE

Sur fond de luttes sociales (grèves, mobilisations) le plus souvent sectorielles et locales et de maintien des mobilisations féministes, une nouvelle situation politique est ouverte en France depuis la double séquence électorale : double échec macronien (une réélection par défaut et une incapacité à se donner une majorité absolue à l'assemblée), une nouvelle configuration électorale et parlementaire en trois blocs (un macronisme fragilisé, une poussée de type néofasciste – car c'est bien de cela qu'il s'agit et pas d'une simple poussée populiste, une forte opposition de gauche) : il en résulte une très grande instabilité générale.

La réussite de Mélenchon dans la dernière ligne droite du premier tour, particulièrement dans les quartiers populaires et dans la jeunesse, a permis la mise en place de la NUPES qui change la donne. Les discours sécuritaires, réactionnaires et racistes ont été éclipsés pendant quelques semaines par le retour des thématiques sociales et écolos portées par la gauche. Un espoir et une perspective ont été alimentés par la dynamique du rassemblement, malgré le caractère limité du programme de la NUPES, ses silences sur les questions internationales – et sur l'Ukraine en particulier ! – et en dépit de son caractère cartellisé à l'ancienne, sans démarche citoyenne permettant à des citoyenNes sans appartenance politique de s'associer à un projet, et sa démarche de sommet impulsée par une force – l'UP – discutant séparément avec les autres.

L'enjeu est aujourd'hui de contribuer à faire de la NUPES autre chose qu'un simple cartel électoral sans lendemain et d'être à la hauteur des espoirs soulevés. Nous pouvons y contribuer, par l'existence ou le renforcement de vrais parlements départementaux pluralistes sur le plan politique et ouverts aux composantes associatives, citoyennes, féministes, antiracistes, écolos, altermondialistes, etc, et par la mise en place d'assemblées populaires citoyennes.

Celles-ci sont pour nous décisives car, à la différence de parlements basés sur la représentation et la délégation, ces assemblées ouvertes à toutes et tous

relèvent d'une démarche de démocratie active et peuvent permettre de retrouver toutes celles et tous ceux qui ont participé à la dynamique NUPES et qui, dans leur grande majorité, ne sont membres d'aucune composante organisée. Et d'y accueillir bien d'autres, jusque-là pas impliqués, notamment dans les quartiers populaires.

Déjà, dans certains départements et dans plusieurs villes, de tels parlements et de telles assemblées sont en discussion ou se mettent en place.

CONSTRUIRE UNE GAUCHE

ALTERNATIVE

Mais pour contribuer à la pérennité et la réussite de la NUPES – qui ne saurait être réduite à l'activité de ses parlementaires et à une démarche institutionnelle – ET combiner participation à la NUPES et approche critique et radicale, nous devons nous constituer en une force rassemblée et plus large que les individus, groupes, courants ou forces organisées de ce que nous appelons « gauche alternative ».

Qu'entendons-nous par « gauche alternative » ? Il s'agit d'une sorte de diaspora, partie prenante des mobilisations citoyennes et des mouvements sociaux, aujourd'hui dispersée en une multitude de militantEs du mouvement associatif, féministe, écologiste, syndical, altermondialiste, antiraciste, et aussi de forces politiques telles qu'Ensemble ! ou le NPA – ou d'une partie de ces organisations, et d'autres peut-être comme le regroupement politique « Rejoignons-nous ».

Ce qui définit enfin cette « gauche alternative », c'est qu'elle est à la fois anticapitaliste et autogestionnaire (l'autogestion étant à la fois un but, un chemin – donc une stratégie – et un moyen en termes de pratiques), féministe et écologiste, antiraciste, internationaliste et altermondialiste.

C'est ce qui la distingue du reste de la gauche radicale ou d'une simple extrême gauche anticapitaliste.

Bien sûr, construire une telle force prendra du temps. Et nous proposons qu'elle ne reproduise pas les errements du passé, qu'elle renonce à toute prétention au parti-guide, autoritaire et vertical, qu'elle se construise par le bas, de manière ouverte, non autoritaire et pluraliste, et qu'elle fonctionne comme un mouvement et pas comme un parti.

Et c'est précisément parce qu'il faudra du temps que nous proposons de nous y atteler sans tarder.

Construire et regrouper une telle gauche

alternative n'a rien de contradictoire avec la participation à la NUPES : il s'agit, pour nous, de deux tâches complémentaires et articulées, facilitant les objectifs de pérennisation et d'enracinement du

rassemblement de la gauche et permettant à la gauche alternative de devenir une vraie force politique. □

(Les intertitres sont de la rédaction)



Faisons blocs

PAR LE SECRÉTARIAT DE LA GAUCHE ÉCOSOCIALISTE, MEMBRE DE LA FRANCE INSOUMISE – NUPES

Comme dans d'autres pays, il y a moins de 6 mois, la gauche française apparaissait bien mal en point.

Elle était confrontée à au moins cinq freins puissants :

- une influence culturelle des grands marqueurs qui font son identité en berne et une conscience de classe en recul,
- un discrédit politique lié aux expériences négatives du passé, notamment le hollandisme,
- une crise des idéologies antilibérales et anticapitalistes liée au caractère répressif des expériences social-libérales et staliniennes,
- un recul du mouvement ouvrier organisé, notamment le mouvement syndical, et l'échec répété des luttes sociales globales,
- un grand éparpillement partidaire.

Ces éléments négatifs n'ont certes pas disparu comme par magie en deux élections, fussent-elles importantes, mais ce cycle électoral a ouvert de nouveaux possibles.

C'est la conséquence du score de Jean-Luc Mélenchon et de la décision, prise ensuite, de construire un rassemblement de la gauche et des écologistes, la NUPES, pour les législatives.

Ces excellents résultats dans le contexte ont été le produit d'une clarification politique à gauche. Confrontés à une offre politique éparpillée au premier tour de la Présidentielle, les électrices et les électeurs ont choisi de donner une large avance à la candidature porteuse d'un programme de rupture avec le libéralisme et le productivisme. Parmi eux, certains l'ont sans doute fait par « utilité » mais même pour ceux-là, le caractère radical du programme ne les a pas dissuadés, ce qui est une indication signifiante.

Il est désormais possible de refonder durablement un espace politique large, capable d'organiser la résistance face à la droite et à l'extrême droite et d'incarner une alternative crédible en termes de programme et de pouvoir.

On le doit à la campagne de Jean-Luc Mélenchon et à l'orientation déployée ensuite par La France insoumise, qui relève du sans-faute.

QUELQUES ÉLÉMENTS DU DÉBAT SUR LA STRATÉGIE

La situation politique actuelle est à la fois le reflet et le produit d'une crise politique majeure. Elle prend sa source dans le rejet massif du macronisme, qu'une V^e République à bout de souffle n'a cette fois pas pu protéger. Contrairement à ce qui s'est produit depuis l'inversion du calendrier électoral en 2002, les dernières législatives n'ont pas permis au Président élu d'obtenir une ample majorité à l'Assemblée Nationale. Macron et Borne sont sans majorité pour appliquer leur politique. S'ils ont bien compris le problème institutionnel auquel ils sont confrontés, ils pensent pouvoir s'en sortir à coups de manœuvres politiques, c'est-à-dire en cherchant à réunir des majorités autour de chaque projet de loi qu'ils comptent faire passer.

Mais, cyniques et imbus d'eux-mêmes, ce qu'ils sous-estiment, c'est la possible irruption sociale qui peut venir perturber leur petit jeu institutionnel. Une mobilisation massive et globale de la société du type de celles que nous avons connues sous le précédent quinquennat, la mobilisation des Gilets jaunes ou celle contre la réforme des retraites, peut cette fois précipiter une crise politique majeure, posant la question du pouvoir. Le macronisme ne

dispose plus de la puissance politique qui était la sienne sous le précédent quinquennat pour espérer maîtriser la situation, faire le dos rond, réprimer, user de la démagogie des annonces sans effet réel. L'opposition parlementaire est beaucoup plus forte que dans le cycle 2017-2022 et peut constituer à la fois un centre d'initiative et une caisse de résonance institutionnelle pour les luttes. Quant à la majorité macroniste, elle est beaucoup trop étroite et dépendante de la solidarité politique de la droite et de l'extrême droite.

Une des tâches urgentes est donc de participer à la construction des luttes sociales et écologiques. Nous ne partons pas de rien. Des luttes se mènent actuellement, souvent couronnées de succès d'ailleurs, sur la question de l'augmentation des salaires. À la rentrée, la NUPES appelle à manifester sur la question du pouvoir d'achat et les organisations syndicales appellent touTEs les travailleurs/ses à la grève le 29 septembre. Il faut faire de toutes ces initiatives des succès et aider autant que possible à la convergence et à la globalisation du combat social et écologique. La situation n'est pas révolutionnaire, nous le savons bien, mais nous savons que les luttes peuvent faire avancer la conscience plus vite que mille programmes. Nous touchons ici au fond du choix stratégique que doivent faire les anticapitalistes et les révolutionnaires. Il faut bien analyser ce qui se passe. Si, dans le contexte que nous avons précédemment décrit, de telles possibilités se rouvrent, ce n'est pas le simple produit des luttes. C'est aussi





celui du combat politique dans le cadre institutionnel. Il faut donc prendre au sérieux la conquête du pouvoir dans cette sphère, au moyen de campagnes électorales qui doivent être particulièrement soignées, construites dans l'objectif de gagner. Certes en gardant raison. C'est un fait, le passé a montré à de nombreuses reprises que des cadres aguerris de la gauche peuvent individuellement et collectivement être pris par les logiques institutionnelles et renoncer à la rupture dont ils étaient préalablement porteurs.

Il n'existe aucune garantie absolue contre les possibles dérives bureaucratiques ou la droitisation politique. Pour les parer, le meilleur moyen, c'est de construire un contrôle politique et de s'appuyer sur les mouvements sociaux, continuer à les construire à toutes les étapes du processus.

C'est la combinaison de ces deux éléments, dialectiquement liés, avoir un maximum d'élus à toutes les échelles territoriales et participer activement à la construction du mouvement social, qui est la clé de voute d'une stratégie révolutionnaire de notre temps.

Car, à moins d'être dans le déni, les anticapitalistes et les révolutionnaires connaissent le produit d'une orientation qui, par crainte des risques préalablement décrits, au nom du rejet du « piège de l'électorisme » et du totem de « l'indépendance vis-à-vis des institutions » : la marginalité électorale et la marginalité tout court. On va d'élections en élections dans l'unique but de diffuser des idées, de faire connaître son parti, de recruter des nouveaux militants. Si ce choix n'est pas déshonorant, on ne peut pas en ignorer les limites.

LES ANTICAPITALISTES À LA CROISÉE DES CHEMINS

Le paysage politique global en France est structuré autour de trois blocs :

- un bloc libéral, de droite, dominé par le macronisme mais taraudé par Les Républicains qui, bien qu'en difficulté continuent à peser tout en ambitionnant se refaire une santé si le macronisme se délite,
- un bloc d'extrême droite dont la vitalité et la dangerosité se sont confirmées lors des législatives. Sans faire véritablement campagne, le RN a réussi à obtenir 90 députés en profitant lui aussi

du rejet de Macron,

- un bloc de la gauche et des écologistes, la NUPES, qui constitue la première force d'opposition parlementaire et dont la progression par rapport à la législature précédente est forte.

Il ne faut évidemment pas oublier les abstentionnistes qui constituent un enjeu car ils se recrutent massivement dans la jeunesse et les classes populaires.

Nous sommes aujourd'hui dans une période d'intense bouleversement et de possible refondation et reconstruction à gauche. La dynamique militante qui s'est renforcée après la Présidentielle, le poids de la jeunesse en son sein, le poids des luttes féministes et antiracistes, le potentiel de luttes sociales, celles de la « génération climat » en sont des signes importants. Pourtant, bien des débats restent ouverts, bien des incertitudes et des fragilités demeurent, notamment le poids de l'extrême droite.

Nul ne peut aujourd'hui présumer de la durabilité de la NUPES. Le recul n'est pas assez important pour en juger. Cependant, ceux qui pensaient qu'il ne s'agissait que d'un simple accord électoral purement opportuniste en sont pour leurs frais. Deux éléments majeurs viennent le confirmer. Le premier, c'est la crise que suscite, au sein du PS et dans sa sphère d'influence classique, le coup de barre à gauche donné par la direction autour d'Olivier Faure et approuvé par une majorité de militantEs de cette organisation à cette heure mais virulemment combattu par une minorité assez importante. Le second, c'est le maintien d'une capacité d'expression unifiée de la NUPES visible dans les interventions complémentaires des groupes à l'Assemblée nationale, la capacité à organiser une campagne nationale commune sur le pouvoir d'achat à la rentrée et le maintien de structures NUPES dans toutes une série de localités et de départements.

La NUPES n'est pas un nouvel avatar de l'Union de la gauche. Certes, son programme paraît moins radical que le programme commun de gouvernement PCF/PS des années 70. Mais nous ne sommes pas dans la même période et quand on compare les 650 propositions de la NUPES et la politique menée lors du quinquennat de Hollande, on voit le chemin parcouru. Cela renvoie à une autre différence majeure avec la

gauche plurielle version années 90 ou l'Union de la gauche version années 70, c'est le fait que cette fois, c'est l'aile la plus radicale qui domine l'arc unitaire. Cela fait son caractère inédit.

Pour notre part, nous voyons la NUPES comme un instrument indispensable dans la période, dans le sens où il faut le construire et le faire évoluer comme un bloc social et politique capable de s'opposer et de proposer des solutions aux crises sociales, écologiques, démocratiques majeures que nous affrontons.

La France insoumise est la force motrice de la NUPES. Elle porte une orientation radicale, antilibérale et anticapitaliste. C'est la raison pour laquelle nous pensons qu'il faut prendre part dans sa construction, son renforcement.

Dès lors, pour les anticapitalistes révolutionnaires, deux choix sont possibles :

- Le premier, est de considérer que la NUPES et La France insoumise peuvent avoir leur utilité mais que ces regroupements ne sont pas assez radicaux, qu'il y a un risque de dilution – et donc à terme de disparition – du courant marxiste révolutionnaire en leur sein. Dans ce cas, il faut rester en dehors, tenir bon dans l'adversité, attendre et espérer des jours politiques meilleurs pour retrouver de la percussive. C'est le choix que fait avec constance et sérieux Lutte ouvrière par exemple. Mais c'est de notre point de vue un choix voué à l'échec et le chemin le plus rapide vers la disparition.

- Le second, c'est de considérer que, au-delà des limites programmatiques et organisationnelles que l'on peut souligner, il est utile de prendre part à leur construction car il en va de l'intérêt des jeunes et des classes populaires dans le contexte d'urgence climatique et sociale qu'il n'est pas utile de décrire ici. C'est ce second choix que fait notre courant politique, la Gauche écosocialiste. De notre point de vue, il est possible de contribuer loyalement à la construction de La France insoumise et de prendre part aux tâches de développement et de consolidation de la NUPES. Cela peut se faire tout en préservant l'existence d'une formation politique indépendante.

Nous voulons en débattre avec le NPA, une organisation qui regroupe des militantes et des militants avec qui nous partageons bien des combats et avec qui nous voulons avoir des relations fraternelles. □

Construire la Confédération de l'écologie sociale, fédérer les anticapitalistes dans une Maison Commune

PAR PEPS (POUR UNE ÉCOLOGIE POPULAIRE ET SOCIALE)

La situation politique complexe issue de la séquence électorale et de la crise économique, sociale et écologique appelle les partisans d'une rupture anticapitaliste à faire preuve d'unité et de responsabilité.

L'ABSTENTION NE RECULE PAS ET S'ÉTEND

Cette sécession plébéienne devient structurelle. Les élections ne concernent plus une grande partie de la jeunesse, des ouvriers, des catégories populaires. Un fossé durable s'est institué entre un personnel politique hors sol et une population entrée en dissidence.

LE RN S'INSTALLE, SE RENFORCE NATIONALEMENT ET SE BANALISE

La responsabilité des macronistes qui ont confondu délibérément « les extrêmes », renouant ainsi avec le slogan de la droite de l'entre-deux-guerres (mieux vaut Hitler que le Front Populaire, mieux vaut le RN que la FI) est écrasante mais elle ne fait que renforcer des tendances de fond : l'implantation locale (Pas-de-Calais, Var, Pyrénées-Orientales), la diabolisation du RN par Marine Le Pen qui la fait apparaître comme un personnage modéré défendant les plus modestes. Zemmour a été son « idiot utile » en apparaissant comme la figure du fasciste intégral. Mais ses thèmes de prédilection (le Grand remplacement, la remigration, le racisme et l'islamophobie) ont maintenant 90 représentants à l'Assemblée nationale reconnus par le pouvoir comme des interlocuteurs naturels.

L'ÉCHEC RELATIF DE LA NUPES

Le doublement des députés issus de la gauche est un acquis mais ce résultat est décevant par rapport aux attentes suscitées. Il n'y a pas eu de réelle dynamique. *La gauche reste minoritaire.* Une partie de son électorat naturel dans les classes populaires et la jeunesse s'est réfugié dans l'abstention, une autre dans le vote RN. Un troisième segment, celui de classes moyennes aisées qui avait voté Jospin ou Hollande a rejoint durablement le bloc bourgeois en votant Macron. L'accord des appareils de la gauche conclu en

moins de 15 jours a pu apparaître comme une fuite en avant électoraliste pour avoir des places. Les parachutages, l'absence de prise en compte de la réalité locale, comme celle des jeunes issus de l'immigration était contradictoire avec la volonté d'union à la base. La campagne trop courte, entièrement faite autour du seul slogan « Mélenchon Premier ministre » ne répondait pas aux attentes et au questionnement sur de nombreux points : la démocratie, le fossé entre classes populaires blanches et quartiers populaires, le rejet de la métropolisation, de la mobilité et les dépenses contraintes, mais aussi la prise en compte des raisons qui paralysaient la mobilisation de l'électorat de gauche (la pandémie, la guerre, le racisme). Cette peur qui touche tout l'électorat est un des impensés de cette séquence.

Néanmoins, la NUPES a suscité l'espoir en réussissant à présenter pour la première fois dans l'histoire des candidatures communes dans presque toutes les circonscriptions sur la base d'un programme réformiste radical qui a déplacé le marqueur de la gauche néolibérale de Hollande à la gauche antilibérale. Ce programme trace aussi les marqueurs d'un programme de résistance au plan de contre-réformes. Il a fait rentrer à l'Assemblée nationale une nouvelle génération de militantEs politiques avec de fortes personnalités (Rachel Keke, Aurélie Trouvé, Louis Boyard, Alma Dufour, Andy Kherbrat...) des jeunes issuEs des mouvements sociaux et des quartiers populaires, des syndicalistes, des activistes écolos... La NUPES constitue la première force d'opposition et, malgré les divisions entre les quatre groupes parlementaires, exprime une diversité utile y compris à travers sa composante sociale-démocrate. Mais si la NUPES n'accouche pas d'un mouvement qui dépasse le cartel électoral, elle ne pourra pas aller beaucoup plus loin. C'est l'une de nos responsabilités : faire que là

où c'est possible, des Parlements locaux de la NUPES se construisent incluant organisations et membres non encartés, militants politiques mais aussi membres de la gauche syndicale, associative, mouvementiste. Si la NUPES ne s'ancre pas dans le mouvement social, son cartel sera fragile et soumis aux logiques des appareils du PCF, du PS et d'EELV.

NOUS SOMMES RENTRÉS DANS UNE CRISE INSTITUTIONNELLE

Il y a en effet à la fois une victoire même par défaut de Macron aux présidentielles et un vote sanction très lourd de la Macronie avec une majorité relative de 245 sièges au lieu de 289. Le bloc bourgeois a une base électorale solide qui peut être à tout moment renforcé par une partie des Républicains devenu un petit parti en position charnière entre la droite et l'extrême droite. Le macronisme a su créer autour de lui une coalition renouée de centre droit qui saura défendre ses intérêts de classe. Macron n'a pas beaucoup de possibilités. Il peut tenter le référendum et la dissolution mais dans chacun des deux cas, ce sont des armes à double tranchant pouvant se retourner contre lui. Il peut essayer de tenir en appliquant son programme au coup par coup. *Mais les seules mesures qui peuvent être votées le seront par une coalition virtuelle et rampante « LR-Ensemble » sur la base d'une guerre de classe* comme la retraite à 65 ans, l'assurance chômage et un renforcement de la répression et des lois sécuritaires. La période qui s'ouvre va être à la fois un recentrage autour du Parlement et de la rue.

PEPS, dans cette phase politique poursuit trois objectifs :

- **Construire la Confédération de l'écologie sociale** en regroupant les





écologistes anticapitalistes, sociaux et communalistes, écosocialistes, partisans de la justice environnementale, objecteurs de croissance écoféministes, écologistes décoloniaux. Pour nous la centralité du paradigme écologiste est indépassable. Nous ne souhaitons pas noyer l'écologie radicale dans une nouvelle organisation politique sans délimitation idéologique autre qu'anticapitaliste ce que nous considérons comme l'alternative d'émancipation de notre époque. Nous considérons que le regroupement de l'écologie sociale est essentiel pour s'opposer au greenwashing et au capitalisme vert incarné par une grande partie d'EELV qui laisse croire qu'il n'y a qu'une écologie politique incarnée par l'écologie sociale-démocrate. Les jeunes générations mobilisées dans le mouvement climat ne sont ni communistes ni socialistes. Elles sont écologistes. À nous de les faire devenir des écologistes conséquents c'est-à-dire anticapitalistes.

• **Fédérer les anticapitalistes dans une Maison commune** constitué autour d'un programme d'urgence sociale, écologiste et démocratique : retraite à 60 ans, blocage des prix des produits de première nécessité, sécurité sociale alimentaire, réquisitions des logements vides, pas d'école et de fac à deux vitesses, travailler moins pour travailler tous, non au nucléaire civil et militaire, régularisation de toutes les sans papierEs, abolition des lois sécuritaires et islamophobes, soutien aux luttes anti impérialistes en Afrique et à la résistance du peuple ukrainien. Ce programme d'urgence n'est pas incompatible avec un débat sur nos différences. Cette Maison Commune ne pourra se faire qu'à plusieurs conditions :

• Respecter les identités de chaque composante organisée (communistes libertaires écologistes de rupture, marxistes révolutionnaires, antifa et autonomes...). Nous ne souhaitons pas à l'image de ce qui mine le NPA depuis sa fondation, un énième débat entre les « vrais » révolutionnaires détenteurs de la seule Croix et les réformistes congénitaux. Le temps des sectes est définitivement révolu.

• Faire que les jeunes, les racisés, les femmes, les ouvriers et les travailleurs de la première ligne soient déterminants dans le choix des campagnes, la manière de les mener, le type d'action à réaliser, le langage utilisé.

• Être efficace dans l'action unitaire et dans le choix des campagnes unitaires à

engager en partant des besoins sociaux et écologiques qui unissent les classes populaires : logement, alimentation, revenu, égalité femmes hommes. Une des priorités serait la campagne anti JO pour 2024. La gentrification, la destruction d'écoles ou de jardins ouvriers en sont les premiers effets. Une autre fonction de l'action de cette Maison commune serait de renouer avec l'internationalisme. De l'Ukraine au soutien aux luttes anti-impérialistes en Afrique et dans les colonies françaises comme la Kanaky, il nous semble essentiel de renouer avec l'internationalisme notamment pour lutter contre le venin raciste antimigrants. Nos camarades de PEPS à Grenoble ont lancé depuis deux ans le mois décolonial. Pourquoi ne pas reprendre cette initiative dans d'autres villes ?

• Le niveau local nous apparaît comme le plus pertinent pour fédérer les forces anticapitalistes. Cela n'exclut pas des campagnes et des initiatives nationales, bien au contraire mais elles doivent être menées à partir des territoires. Dans cette perspective le regroupement des forces anticapitalistes en lien là où c'est possible avec l'Union populaire ou la NUPES doit se faire en considérant que les élections municipales seront un moment fort de construction de la gauche écologiste radicale. En tant qu'écologistes sociaux, se revendiquant du communalisme, la construction d'un municipalisme de combat est une de nos priorités. De plus de nombreux groupes se sont constitués localement qui regroupent des dizaines de militants ne se reconnaissant pas ou plus dans les organisations existantes : Nantes en Commun, « Nous Sommes » Montpellier, Bagnolet en Commun... Cette Maison Commune doit leur être ouverte en priorité.

• Face à l'ampleur de la crise écologique, la défense des zones naturelles ne suffit plus : construisons un Front Populaire écologiste écologiste et social avec 3 stratégies complémentaires » :

- **Sur le plan institutionnel** en considérant que la NUPES au Parlement et dans tout le pays à travers les parlements locaux de la NUPES peut être un point d'appui institutionnel durable. Le Front Populaire Écologiste se construira dans la lutte par celles et ceux d'en bas. À cette condition, l'Assemblée nationale peut en être la caisse de résonance. *Les formes de lutte extraparlimentaires et institutionnelles ne sont pas contradictoires.* Nous refusons de dissocier les formes et le contenu du combat à tous les niveaux : grève, blocage, désobéissance civile, autogestion de la vie

communale et dans les entreprises, mais aussi élections locales et nationales. Les élections ne sont pas l'alpha et l'oméga de la stratégie du mouvement mais un moment important de politisation des classes populaires. Qu'on les boycotte ou qu'on y participe d'une manière ou d'une autre, ce sont des espaces structurants de la vie politique et sociale du pays. La politisation des classes populaires se fait dans les mobilisations sociales écologiques sans négliger le moment électoral.

- **Dans la confrontation directe avec l'État** pour refuser les contre-réformes à travers les grèves, les manifestations, les blocages, la désobéissance civile. Il s'agit de *rapprocher les luttes intersectionnelles de l'écologie populaire*. Trop souvent les luttes écoféministes, décoloniales, animalistes partent de la jeunesse issue des classes moyennes à capital culturel élevé. Dans l'intersectionnalité, la dimension classiste disparaît souvent. Nous devons lui redonner une place largement égale aux questions de genre et de race et *favoriser la jonction entre la révolte anti autoritaire intersectionnelle et l'écologie de survie contre toutes les dominations* : féminisme, LGBTQI+, contre le patriarcat, antiraciste contre le racisme d'État, antivalidisme, animaliste, anti-psychiatrie et anticarcérale, jeune (rave, libération du cannabis), révolte anti GAFAM contre la dictature numérique.

- **Dans la construction d'un mouvement de la contre-société.** Partout nous bâtissons des alternatives au système actuel : coopératives gérées par les travailleurs/euses, cantines, épiceries populaires ou AMAP, Jardins ouvriers, Maisons du Peuple, monnaies locales, grève féministe, associations de chômeurs, ou de précaires, médias alternatifs... Cette ébauche de contre-société fondée sur l'entraide et la coopération qui ressemble à ce que le PCF construisait dans les années cinquante mais sans la verticalité stalinienne sera l'outil qui tissera des solidarités entre toutes ces initiatives, les coordonnera et leur donnera de la visibilité. Elle fournira des outils financiers, économiques, politiques et d'autodéfense pour faire croître cette société alternative. Nous invitons les camarades intéressés à en débattre à nos Rencontres d'été du 20 au 24 août à Marseille. □



PEPS
POUR UNE ÉCOLOGIE
POPULAIRE & SOCIALE

Face au capitalisme : néoréformisme ou révolution ?

PAR L'UNION COMMUNISTE LIBERTAIRE

Le scrutin présidentiel d'avril 2022 a redéfini le paysage politique en France, avec désormais trois pôles de force équivalente : extrême droite, centre libéral-autoritaire, gauche. Le néoréformisme incarné par LFI est devenu le centre de gravité de la gauche ; doit-il également satelliser les anticapitalistes ? Nous ne le pensons pas. Mais une réflexion est nécessaire sur le positionnement des révolutionnaires vis-à-vis d'un phénomène – le réformisme – avec lequel ils et elles avaient perdu l'habitude de compter.

Avec le leadership de LFI sur la gauche de gouvernement, on assiste au retour d'un phénomène que les moins de 40 ans ne peuvent pas connaître : l'« espoir à gauche ». Parce que LFI a des chances d'accéder au pouvoir dans cinq ans, et est dotée d'un programme vraiment réformiste – ou plutôt néoréformiste –, des pans entiers de l'électorat et du mouvement social vont y voir le salut. Cette situation pose deux questions stratégiques. La première relève de la prospective : que ferait, concrètement, LFI parvenue au pouvoir ? La seconde relève du positionnement : quelle devrait être l'attitude des révolutionnaires et du mouvement social, en présence d'un tel gouvernement ? Pour le visualiser, il faut commencer par comprendre à quel type de réformisme correspond LFI.

TROIS ÂGES DU RÉFORMISME

Le réformisme historique, formé dans les années 1890, se distinguait du courant révolutionnaire (anarchiste, blanquiste, allemaniste...) en ce qu'il prétendait parvenir au socialisme ni par la grève générale ni par un renversement des institutions bourgeoises (un « grand chambardement »), mais par l'élection d'une majorité socialiste au parlement. Par des réformes graduelles, on procéderait alors peu à peu au remplacement du capitalisme par le socialisme. Comme si les classes possédantes allaient, fair-play, s'incliner et laisser faire. Cela apparaît aujourd'hui passablement utopique, mais cette croyance a été – avec des hauts et des bas – véhiculée par la social-démocratie en France jusque dans les années 1970.

Le réformisme gestionnaire est l'enfant des années 1980-1990, quand le

réformisme a abandonné l'objectif théorique d'un dépassement du capitalisme vers le socialisme. L'ambition s'est réduite à une simple gestion sociale du capitalisme, « dans l'intérêt des travailleurs ». Mais la logique gestionnaire a vite prévalu. Et suivant cette logique, pour que la richesse « ruisselle », il faut une économie « compétitive ». Aussi, dans tous les pays où la gauche a été au pouvoir, elle a embrassé plus ou moins rapidement l'idéologie libérale et s'est mise au service du patronat.

Le néoréformisme dont on peut aujourd'hui taxer La France insoumise, c'est la réinvention non du réformisme historique – car LFI n'ambitionne pas de dépasser le capitalisme – mais du réformisme gestionnaire, avec la prétention de gérer le capitalisme en en réorientant la finalité par le biais de la « planification écologique ». Ce tropisme écologique, conséquence du péril qui menace l'humanité, constitue la nouveauté qui autorise à parler de « néoréformisme ».

PROMESSES TENABLES ET INTENABLES

Un nouveau 1981 est-il possible ? Que ferait, concrètement, un gouvernement LFI ? On peut tenter de répondre à cette question en partant des promesses contenues dans le programme *L'Avenir en commun*. Y sont agrégées des dizaines de revendications concrètes portées par le mouvement social en matière de salaires, temps de travail, lutte contre la précarité et les discriminations, logement, numérique, etc. Mais on y trouve surtout une colonne vertébrale – la planification écologique – et un projet que l'on jugera passablement accessoire – « la VI^e République ». Il serait vain d'entrer ici dans le détail, mais on peut anticiper de la façon suivante.

Primo, les promesses faciles à tenir portent sur l'abrogation des contre-réformes emblématiques des années 2000-2010 : la casse des retraites, celle de l'assurance-chômage, la loi El Khomri, la loi Sécurité globale, la tarification à l'activité dans les hôpitaux, la suppression de l'ISF, la privatisation de la SNCF et d'EDF, etc. Il serait également aisé de régulariser les sans-papiers et d'injecter 1 milliard d'euros dans la lutte contre les violences faites aux femmes.

Secundo, bien plus ardues sont les promesses qui heurtent frontalement les intérêts du lobby nucléaire, de l'armée, du patronat, ou qui contreviennent aux traités européens. C'est la sortie du nucléaire en premier lieu. Mais aussi la sortie de l'Otan. Mais encore l'augmentation des salaires, l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui font du profit, les 32 heures, la résorption de la précarité...

Tertio, il y a les promesses impossibles à tenir sans rupture avec le capitalisme : la planification écologique et la relocalisation industrielle. Celles-ci ne sont envisageables qu'avec une socialisation de l'économie d'une tout autre ampleur que les vœux pieux, les mesures de régulation et les quelques nationalisations envisagées dans *L'Avenir en commun*. Comment imaginer planifier en laissant entre les mains des capitalistes et du marché des secteurs aussi stratégiques que la chimie, la métallurgie, l'industrie pharmaceutique, le BTP, l'agro-alimentaire, le secteur bancaire... ? On touche là à la contradiction fondamentale du réformisme : il fait des promesses qu'il ne peut pas





tenir, à moins d'y être contraint par un mouvement révolutionnaire extérieur.

QUELLE ATTITUDE DU MOUVEMENT SOCIAL ?

Partant de là, quel doit être l'état d'esprit des révolutionnaires, du syndicalisme de lutte, et plus largement de l'ensemble du mouvement social ? Vis-à-vis d'un gouvernement qui promet une rupture avec l'ordre ancien, il y a trois attitudes possibles.

Le soutien suiviste, lorsque le gouvernement fixe le calendrier des réformes et que le mouvement social, « associé » à leur mise en œuvre, y subordonne son action.

La vigilance, lorsque le gouvernement fixe le calendrier et que le mouvement social scrute le contenu des réformes, récrimine et exige la fidélité aux promesses.

L'indépendance d'action, lorsque le mouvement social reste fidèle à ses propres revendications et à son propre calendrier, ne subordonne pas son action et oblige le patronat et le gouvernement à lui répondre.

D'aucuns estimeront que le mouvement syndical et social est si affaibli aujourd'hui qu'il ne parvient guère à fixer son propre calendrier d'action au niveau national. Nous répondrons qu'il s'affaiblirait encore plus à se placer dans la roue d'un gouvernement, même néoréformiste. Et que son action se renforcerait au fil des déceptions et des promesses inévitablement non tenues par un tel gouvernement.

La pire configuration serait l'anesthésie, comme en 1981-1983, quand l'idée qu'il ne fallait pas déstabiliser les « camarades ministres » a démobilisé le syndicalisme, alors qu'il aurait au contraire fallu une action massive et résolue pour tétaniser le patronat et ouvrir tous les possibles.

QUELLE ATTITUDE DES RÉVOLUTIONNAIRES ?

Cette indépendance d'action doit s'accompagner d'une vision politique, qui passe au moins par une critique du néoréformisme. Non pas pour le condamner ou le dénigrer systématiquement. Décréter « Mélenchon = Macron » serait une posture ultragauche à la fois inaudible et fautive. Mais il faut combattre les mystifications et les illusions néfastes que le « nouvel espoir à gauche » pourrait engendrer. Cette critique pourrait suivre trois lignes :

- une critique sur la démarche réformiste

elle-même : les libertaires luttent bien sûr pour des réformes qui améliorent le quotidien, mais nous préférons mille fois des réformes arrachées par l'action directe des travailleuses et des travailleurs – parce qu'elle est créatrice de solidarité, de conscience de classe, de conscience révolutionnaire même – à des réformes octroyées par le pouvoir, qui entretiennent la culture de délégation.

- une critique des promesses intenable : il n'y aura pas de « planification écologique » sans socialisation des moyens de production et d'échange. Et la socialisation n'est pas la « nationalisation » (propriété étatique susceptible d'être reprivatisée par le gouvernement suivant) mais bien placement des grands moyens de production et d'échange sous le régime des « biens communs » inaliénables, gérés par les travailleuses et travailleurs eux-mêmes.

- une critique de la répression qu'un gouvernement réformiste engagerait contre les mouvements sociaux ayant conservé leur indépendance d'action. Que ferait-il vis-à-vis des sans-papiers, des antinucléaires de Bure, des Gilets jaunes ? Le maintien de l'ordre est souvent le moment de vérité d'un pouvoir qui prétend rompre avec l'ordre ancien...

Articulée à cette critique, il faut défendre qu'une rupture avec le capitalisme est la seule voie pour réorienter radicalement l'économie afin de changer la société et de préserver la planète.

QUELLE STRATÉGIE POUR LES ANTICAPITALISTES ?

Pour faire entendre leur voix, les anticapitalistes peuvent faire front commun sur plusieurs sujets. Lesquels ? Pour les désigner, il faut éviter l'écueil du volumineux catalogue des diverses questions sociales, mais se limiter à identifier, sur plusieurs champs politiques (de classe, antipatriarcal, écologique, antiraciste, internationaliste), une ou deux questions déterminantes, qui *a)* feraient consensus entre les courants anticapitalistes, *b)* auraient un écho dans la population, *c)* permettraient le lien avec un discours subversif, mettant en cause la loi du marché, le patriarcat et la propriété privée des moyens de production.

Par exemple : sur le front de classe, la réduction du temps de travail et l'abaissement de l'âge de la retraite, avec embauches correspondantes ; sur le front antipatriarcal, la lutte contre les violences faites aux femmes et l'égalité pour les minorités de genre ; sur le front écologique :

l'opposition au retour en grâce du nucléaire, pour une alternative renouvelables + sobriété ; sur le front antiraciste : la lutte contre les violences policières, la régularisation des sans-papiers et la liberté de circulation des travailleur-ses ; sur le front internationaliste : le soutien aux causes palestinienne et kurde.

S'ORGANISER ENTRE ANTICAPITALISTES

Quelle forme prendrait ce front commun ? D'un part, il faut éviter une formule lourde – fédération, confédération, « maison commune »... –, qui ajouterait une strate organisationnelle aux formations déjà existantes, et enliserait les forces anticapitalistes dans la négociation permanente, la réunionite et les conflits de calendrier...

D'autre part, il faut écarter le fantasme de la « recomposition à gauche de la gauche », dont les avatars se succèdent depuis les années 1980 (FGA, campagne Juquin, CAP, appel Ramulaud, campagne Bové...) avec comme motif perpétuel qu'il faut « dépasser les organisations existantes » et créer une organisation supplémentaire pour « combler un manque »... mais sans jamais expliquer la différence avec ce qui existe déjà, ni en quoi cela attirerait davantage « les masses »...

Pour l'UCL, la « Maison commune » des anticapitalistes existe déjà : c'est le mouvement social et syndical, l'endroit qui organise le plus de travailleuses et travailleurs, en particulier raciséEs, et issuEs des quartiers populaires. S'il y a de l'énergie militante à dépenser pour renforcer notre classe, c'est là. Au sein du mouvement social et syndical, il faut développer un courant révolutionnaire libertaire, qui fasse lien entre les luttes et un projet de société anticapitaliste, et qui s'oppose à la subordination à un parti gouvernemental, fut-il de gauche.

Le pluralisme des courants anticapitalistes (libertaires, écologistes, léninistes...) existe de facto. Mais il peut y avoir entre eux des espaces communs ponctuels, des cadres unitaires sur des sujets précis, comme évoqué plus haut. Ils seront utiles s'ils ne sont pas uniquement une façon de se tenir chaud entre militantEs, mais permettent d'attirer un public élargi. □



Podemos : parti des luttes ou opération populiste par en haut ?

PAR ALEX MERLO*

La trajectoire de Podemos, organisation issue du Mouvement des Indignés dans l'État espagnol, nous donne des indications sur la trajectoire possible de courants de la gauche radicale en France.

En tant que force politique, Podemos est un phénomène très contradictoire, avec différentes tendances qui se sont disputé la ligne politique dès l'origine, et qui a donc été en crise permanente. C'est ce qui fait qu'il est souvent perçu de façon très contradictoire par des observateurs extérieurs : exemple de parti-mouvement à fonctionnement en assemblée pour les uns ; opération médiatique très centralisée autour d'un groupe de direction pour les autres. La vérité est que les deux ont coexisté au sein de Podemos, et c'est à la tension créative entre ces deux réalités qu'il doit une partie de son succès initial. Mais les deux « âmes » se sont livrés une guerre à mort, très inégale, qui a fini par avoir raison de l'une d'elles ainsi que du projet original.

NÉ D'UN CYCLE DE MOBILISATIONS, AVEC DES CONTRADICTIONS TRÈS FORTES EN SON SEIN

Podemos est né en 2014 après un cycle de luttes sociales qui avait débuté avec l'émergence du Mouvement des Indignés en 2011. Ce processus de mobilisation populaire avait montré que de larges couches de la population étaient en rupture avec les deux grands partis traditionnels, et il exprimait un rejet des politiques économiques qui s'étaient développées après la crise de 2008. Le mouvement, qui a fait partie d'un cycle global de mobilisations, a aussi permis à des milliers de personnes d'expérimenter de nouvelles formes de participation et d'action politique et sociale : occupation des places, assemblées populaires, utilisation des réseaux sociaux comme voie d'expression et d'organisation, etc. On a vu aussi émerger des consignes et des revendications très largement partagées par la population : contre

la corruption, contre les politiques économiques néolibérales, pour la rénovation du système politique, en défense des services publics notamment d'éducation et de santé.

Podemos s'est fixé comme but de donner une expression politique électorale à ce mouvement. Mais, même s'il a souvent été perçu comme son émanation, le fait est qu'il n'a jamais été lié organiquement au Mouvement des Indignés et qu'il est plutôt dû à l'initiative d'un groupe réduit d'activistes qui, en alliance avec Izquierda Anticapitalista (devenue depuis Anticapitalistas), a lancé le projet.

LANCEMENT DE PODEMOS

Le lancement initial de Podemos en janvier 2014 se présente comme une initiative citoyenne qui, en continuité avec les luttes de 2011-2014, prétend faire entendre la voix des majorités sociales dans le domaine politique. Il se présente donc comme une organisation différente de tous les partis politiques, une espèce d'outil démocratique à fonctionnement horizontal, permettant une sorte de démocratie directe dans le contexte électoral. Podemos reprend à son compte les slogans les plus partagés de la période, avec un programme clairement radical de rupture avec le néolibéralisme et le régime de la Constitution de 1978.

L'appel à former des « cercles », sorte de comités de base autogérés, pour construire la campagne électorale par en bas, connaît un grand succès et permet de lancer une campagne assez massive avec des moyens très réduits.

Le succès de Podemos se base aussi sur la popularité de son porte-parole, Pablo Iglesias, qui s'était fait connaître par sa participation à des débats politiques télévisés, d'abord organisés par lui-même, puis en tant qu'invité par des médias de droite. La popularité

d'Iglesias permet de donner une figure visible au projet, avec laquelle les gens peuvent s'identifier facilement.

Cependant, cet aspect comporte aussi le risque de la centralisation autour d'une personne de la future organisation. En effet, Iglesias et ses proches l'utiliseront pour s'assurer un contrôle total de tous les processus de décision formels, adoptés par vote électronique par la masse des adhérents. Depuis le début, la possibilité d'adhérer à Podemos sans même payer une cotisation ni participer à une réunion, a permis de toucher des centaines de milliers de personnes intéressées par le projet. Mais cette adhésion massive a aussi créé une base du parti beaucoup plus large que celle des militants organisés dans les cercles, mais bien moins active et moins impliquée dans les débats de construction du parti.

VISTALEGRE, LE CONGRÈS DE FONDATION

Ces contradictions vont exploser dans la préparation du premier congrès, ou « assemblée citoyenne » selon le langage de Podemos. Les débats sur la forme d'organisation font surgir des propositions diverses sur comment construire une nouvelle force qui permette une démocratie radicale avec un certain degré de centralisation et d'efficacité. Les militantEs d'Izquierda Anticapitalista travaillent, avec beaucoup d'autres, pour faire une synthèse de ces propositions, en fédérant des groupes locaux aux idées diverses, mais animés par le projet commun d'une force démocratique et militante. En face, Iglesias suit une tactique très simple : il présente une position ferme avec un système d'organisation qui est





conçu pour enlever tout rôle aux assemblées de base et donner au secrétaire général un pouvoir sans limite dans l'élection des conseils locaux qui se fait par vote électronique. Son argument se réduira, au fur et à mesure que le vote approche et qu'il en juge le résultat incertain, à un chantage simple : si ce système n'est pas validé, il se retirera en tant que porte-parole de la future organisation.

Ces deux propositions s'affrontent au congrès. Et, même si dans les réunions en présentiel les choses semblent égales, la décision finale est prise en ligne par les centaines de milliers d'adhérents que Podemos compte déjà à l'époque (novembre 2014). C'est le projet d'Iglesias qui est adopté, celui d'un parti avec un pouvoir démesuré pour l'exécutif, qui fait valider ses orientations par des plébiscites internes, et avec une structuration intermédiaire quasi nulle et construite par en haut.

Dans la mémoire de ce congrès restera la phrase du discours d'Iglesias qu'il a utilisée pour attaquer la position alternative : « *le ciel se prendra par assaut, pas par consensus* ». Il s'agit d'opposer, aux processus de délibération inclusifs qui animent la majorité des activistes de Podemos, l'autorité du leader qui s'impose en interne, basée sur la perspective d'une victoire (électorale) rapide. Il s'agit aussi d'une rupture implicite avec l'esprit du Mouvement des Indignés, qui avait privilégié des méthodes horizontales, consensuelles, exprimées dans la consigne de la place de la Puerta del Sol : « On va lentement parce qu'on va loin ».

Ces méthodes de débat avaient certes mené à des moments d'inefficacité et de frustration, et le principe du consensus comme seul moyen de décision avait souvent été substitué dans les assemblées par des procédures de vote à la majorité large. Mais l'esprit du Podemos présenté par Iglesias signifie une rupture drastique avec tout cela. Avec l'objectif de gagner rapidement les élections générales, rendu crédible par les bons scores dans les sondages, on justifie le choix d'un parti « machine de guerre électorale », qui élimine complètement tout processus délibératif et inclusif. De fait, la construction du parti après le congrès de fondation passera par une lutte

acharnée contre les cercles autogérés et leurs militants, et leur substitution par des « conseils » locaux choisis effectivement par en haut et validés par vote électronique. Cette guerre contre les cercles se dissimulera souvent derrière une guerre contre Anticapitalistas, avec une paranoïa mi-sincère mi-feinte sur notre infiltration dans les assemblées de base (heureusement pour les cercles, leur massivité nous avait dépassés très largement et nous avions des moyens très limités pour les influencer localement).

Podemos sera vite transformé en une coquille vide, axé sur son appareil parlementaire et institutionnel et où tout le pouvoir émane du secrétaire général et de son entourage. Des années plus tard, Iglesias reconnaîtra « l'erreur » d'avoir tué les cercles, et ils tenteront de reconstruire une structure de parti avec une participation militante. Mais la possibilité de créer une nouvelle force, qui intégrerait les éléments les plus actifs et les plus dynamiques de notre camp social, avait été gâchée depuis longtemps déjà.

QUEL RÔLE POUR ANTICAPITALISTAS ?

Le bilan amer du congrès de fondation a obligé Anticapitalistas à repenser son rôle dans Podemos, qui ne ressemblait en rien à la nouvelle force que nous avions imaginée, un parti mouvement, radicalement démocratique et militant. Nous avons toutefois choisi d'y rester, sur la base du rôle progressiste que Podemos continuait à jouer dans la politique espagnole, les attentes de millions de travailleur.ses dans ce nouveau projet, et un certain degré d'accord avec la direction sur le besoin d'une rupture avec le système politique et économique espagnol et la nécessité d'un processus constituant. Il était clair pour nous que nous avions une idée très différente sur la forme qu'un tel processus devrait prendre, et que ces différences stratégiques allaient mener à une rupture à un moment ou à un autre, mais nous avons choisi de continuer à marcher ensemble en tentant de faire entendre nos idées et nos méthodes.

La manque de démocratie interne de la nouvelle organisation a rendu encore plus évidente pour nous la nécessité de combiner la participation en son sein avec notre construction en tant qu'organisation révolutionnaire indépendante, avec un profil politique propre

et une autonomie totale, y compris financière, par rapport à Podemos et aux positions institutionnelles obtenues en participant aux listes présentées aux élections.

Ce sera au début de 2020, quand Iglesias et ses proches intégreront le gouvernement de coalition avec le Parti Socialiste, que nous déciderons de sortir définitivement de Podemos. Nous avons attendu un moment d'inflexion historique, compréhensible par les masses, qui a montré effectivement que Podemos était devenu incapable d'incarner un projet de rupture. Anticapitalistas est sorti renforcé de cette expérience, aussi bien numériquement que par l'expérience d'avoir mené cette bataille unitairement.

QUEL EFFET A EU PODEMOS SUR LES MOBILISATIONS POPULAIRES ?

L'irruption de Podemos dans les institutions parlementaires a permis un renouvellement générationnel des élus, illustré par la fameuse image du député aux dreadlocks devant le regard atone du président Rajoy. Une partie de ces nouveaux députés étaient, à l'origine, des représentants de luttes sociales ou des militants de gauche liés à celles-ci. Cela a sans doute permis une plus grande visibilité des luttes ouvrières, féministes, pour les services publics ou pour les droits des immigrés, qui ont pu ainsi se faire entendre dans les institutions.

Cependant, la stratégie de la direction de Podemos s'est fondée sur un principe de délégation très forte, qui a transféré tous les efforts militants sur le plan électoral, et placé tous les espoirs sur l'importance des leaders, devenus représentants parlementaires, puis gouvernementaux. Cette consolidation de Podemos a donc aussi contribué à une grande démobilisation et à la fin du cycle de luttes.

L'intégration de Podemos dans le gouvernement de coalition n'a fait qu'accentuer ce phénomène : une fois toute autonomie perdue du fait des accords au sein du gouvernement, Podemos est encore moins en mesure de représenter une voix alternative et d'exprimer les attentes plus radicales de changement qui émanent des luttes et des mouvement sociaux. □

* Alex Merlo est membre de la direction d'Anticapitalistas et de la IV^e Internationale.

Gérard Filoche, marchand d'illusions

PAR HENRI WILNO

Dans le n°136 de la revue, Gérard Filoche a publié un long article sur le Parti socialiste. Précisons tout de suite que nous ne le mettons pas dans le même sac que divers anciens ex-trotskistes passés avec armes et bagages au PS.

Pour Filoche, le PS n'a pas changé de nature depuis la création de la SFIO en 1905 et quand il y a « unité », les révolutionnaires finissent par être « gagnants ».

Pour ce qui est du parti social-démocrate, Filoche soutient que, depuis son tournant réformiste, c'est un « parti ouvrier-bourgeois » pour reprendre le concept forgé par Engels et repris par Lénine. C'est-à-dire un parti qui défend des intérêts ouvriers dans le cadre de la société bourgeoise. Ce que néglige Filoche, c'est qu'il y a différentes manières d'être un parti ouvrier-bourgeois.

UNE LONGUE HISTOIRE

La SFIO des années 20 et 30 a encore un programme anticapitaliste et se réfère à la dictature du prolétariat. En dépit de sa direction réformiste et timorée, elle est sensible à la montée des luttes sociales et animée d'une volonté de résistance au fascisme. Ceci explique le développement du courant Gauche révolutionnaire de Marceau Pivert qui ne se contente pas de déposer des motions de congrès mais met en pratique son orientation et collabore avec les militants trotskistes. Après la guerre, la SFIO, toujours « ouvrière-bourgeoise » gère désormais l'État bourgeois et mène la guerre coloniale en Algérie, pour enfin capituler devant le coup d'État et le retour de De Gaulle en 1958. Ce sont ensuite plus de dix années de déclin jusqu'à ce que Mitterrand fasse une OPA et, comprenant que la social-démocratie ne peut reconstruire son électorat qu'avec un discours de gauche, fonde le nouveau Parti socialiste. Surfant sur les aspirations unitaires, Mitterrand arrive au pouvoir en 1981 et s'y moule avec délectation.

À partir de 1983, embarquement vers un social-libéralisme de plus en plus affirmé sous les deux présidences de

Mitterrand puis sous Jospin et enfin sous Hollande, qui fait replonger son parti. Si en 1936, on pouvait soutenir que Léon Blum cédait aux pressions des capitalistes, aujourd'hui, les dirigeants socialistes, convaincus que le capitalisme est un horizon indépassable, mènent avec conviction la politique de la bourgeoisie assaisonnée de quelques mesures sociales. Alors le PS, toujours parti ouvrier-bourgeois ? Peut-être, mais l'étiquette couvre une marchandise frelatée même si des illusions peuvent perdurer chez certains militants.

DE HOLLANDE À LA NUPES

Gérard Filoche idéalise l'histoire du PS sous la présidence Hollande. Celui-ci se heurte à des oppositions au sein du parti mais elles sont essentiellement parlementaires et médiatiques. On se demande comment Filoche peut écrire que la Gauche socialiste a bâti une « opposition sans précédent, plus qu'au temps de Marceau Pivert ». Ensuite, vient la belle histoire d'Olivier Faure présenté comme l'incarnation de la conscience du PS alors qu'il a dépensé beaucoup d'énergie à chercher des compromis favorables aux textes (notamment la loi Travail) propulsés par Hollande et Valls. Dans un autre passage du texte, Filoche donne une vision plus réaliste du tournant vers la NUPES : « L'enjeu est [...] toujours le même pour l'appareil : s'unir ou périr ». Gérard Filoche chante l'éloge du programme de la NUPES mais oublie de préciser que le PS a agi pour en modifier certaines formules et y a fait inscrire ses réserves sur des points décisifs : refus de la nationalisation de banques et de certaines entreprises énergétiques, maintien dans l'OTAN... Le PS a obtenu de marquer sa divergence jusqu'au point significatif de l'amnistie des manifestants : « le parti

socialiste proposera [...] que la loi d'amnistie ne s'applique qu'aux personnes qui ont exercé leur droit de manifester sans violence et dans le cadre légal ».

L'ILLUSION DE VICTOIRES

Filoche conclut son article sur un appel à une « maison commune de toute la gauche » et affirme que les révolutionnaires doivent s'y joindre car « quand il y a l'unité réussie de tous, ce sont les révolutionnaires qui l'emportent dans les derniers kilomètres ». Paroles de prestidigitateur mélangeant front unique et unité dans un même parti. Dans la situation actuelle, le front unique est bien sûr une nécessité, mais ce n'est pas principalement une question d'appareils. Par contre, Soutenir que les révolutionnaires seraient finalement toujours gagnants à « une maison commune » est totalement fallacieux. Les exemples contraires abondent. Du parti travailliste britannique, « maison commune » pendant des décennies incluant, sous direction réformiste, des « centristes » et des courants révolutionnaires organisés à des exemples différents mais récents : Refondation communiste en Italie, le Parti des travailleurs brésilien, Syriza en Grèce, Podemos en Espagne... Cela ne signifie pas que, malgré les échecs, il ne fallait pas mener ces dernières expériences afin de tenter de construire des formations ayant plus de poids que des organisations révolutionnaires à implantation restreinte. Mais, que ce soit dans les partis anciens ou nouveaux, des bureaucraties réformistes se consolident, défendent leur orientation et position par tous les moyens, voire s'autonomisent des instances du parti. En dernière analyse, ce qui peut faire des révolutionnaires les « gagnants », c'est le mouvement de masse et leur préparation à des tournants brusques. □



Octobre 2021, rassemblement et marche de Detroit pour le droit à l'avortement légal. © jimwestphoto.com

Le coup d'État de la droite à la Cour suprême

PAR AGAINST THE CURRENT

L'annulation officielle de l'arrêt Roe v. Wade a été annoncée le 24 juin. Il n'a pas fallu une émeute de nationalistes blancs, envahissant le Capitole à l'instigation de Donald Trump, pour faire des trous énormes dans les droits constitutionnels établis de longue date aux États-Unis. Là où un assaut frontal avait échoué, une manœuvre de la droite a réussi – un coup d'État pseudo-constitutionnel flagrant par la Cour.

L'annulation de Roe v. Wade ne déclare pas seulement la guerre aux corps et aux droits des femmes. Cela remet en cause tous les droits fondamentaux qui découlent du quatorzième amendement et du principe élémentaire de respect de la vie privée – le mariage homosexuel ou interracial, les droits des LGBT, et même la contraception. La destruction des droits reproductifs et de la démocratie de base est un tout indissociable.

Ce n'est pas une coïncidence si les lois anti-avortement les plus agressives prolifèrent dans les États où les taux de mortalité maternelle et infantile sont déjà les plus élevés. Ce n'est pas non plus une coïncidence si les politiciens anti-avortement les plus vicieux sont aussi les ennemis les plus virulents de la réparation du système de santé publique, dont l'état lamentable a coûté des centaines de milliers de vies pendant la pandémie de Covid.

Ce comportement est tout à fait logique pour une droite misogyne et raciste qui ne se soucie du « caractère sacré de la vie » qu'avant la naissance. Mais la brutalité de cette logique intensifie le niveau d'indignation publique autour de l'annulation de Roe. Cela peut aussi influencer sur la rapidité avec laquelle certains États agiront pour protéger l'avortement et d'autres droits reproductifs, et sur le Parti démocrate au niveau

fédéral : prendra-t-il ou pas suffisamment d'assurance pour défendre les droits des femmes autrement que verbalement ?

Ce serait beaucoup trop espérer que Joe Biden utilise le pouvoir présidentiel pour ordonner que des services d'avortement soient fournis dans les hôpitaux militaires américains, ou même annoncer des nominations pour élargir la Cour suprême afin de rétablir l'avortement et le droit de vote. Il est illusoire et énervant, plutôt qu'énergisant, de rêver à de tels miracles.

Mais il y a d'âpres combats imminents que le gouvernement fédéral ne pourra pas éviter. Les gouvernements des États où l'avortement est interdit chercheront, par exemple, à criminaliser l'utilisation des pilules abortives autorisées par les Centres de contrôle et de prévention des maladies (CDC), ainsi que les conseils par télémédecine qui sont devenus largement utilisés pendant la crise du Covid.

Puisque le gouvernement fédéral contrôle le commerce interétatique et la poste, il sera contraint de prendre position – ou d'être complice de la répression – sur les services médicaux essentiels. Cela devient encore plus important si et quand les États tentent de poursuivre les femmes enceintes, ou les personnes qui les assistent, pour s'être rendues dans d'autres États.

Sur un autre front, des signatures sont

recueillies pour une initiative de vote – un peu plus de 425 000 sont nécessaires – afin de placer une disposition sur la liberté de reproduction dans la Constitution du Michigan. Ce référendum va au-delà d'une défense étroite de Roe pour couvrir une gamme complète de droits élargis à la contraception, aux soins pré et post-natals et à l'accouchement, ainsi qu'à la gestion des fausses couches. Cela est d'autant plus important que la mortalité maternelle et infantile, en particulier dans les communautés à faible revenu et de couleur, reste élevée.

Il n'est pas difficile d'imaginer les multiples niveaux de confrontation et de chaos qui peuvent résulter d'un renversement profondément impopulaire d'un droit fondamental que plus de deux générations de personnes aux États-Unis ont considéré comme un fait établi.

Pour la défense du droit à l'avortement en particulier, il ne s'agit pas de savoir s'il faut être « dans la rue » ou « au parlement » ou « dans les urnes » ou « par la désobéissance civile ». Nous devons être partout.

Le coup d'État de la droite a peut-être commencé par sa marche pour renverser Roe, mais il ne s'arrêtera absolument pas là. □

* Extraits du texte original traduit par la IV^e Internationale <https://fourth.international/fr/amerique-du-nord/452>